

CHOU EN-LAI: UN DEMI SIECLE AU SERVICE DE LA REVOLUTION

voir pages 5 - 6 - 7 - 8 -

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

SAMEDI 10
DIMANCHE 11

JANVIER
1976

N° 80

1,50 F

Belgique : 15 F

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

EUROPE

un rapport menaçant

Le rapport Tindemans sur l'union européenne, vient d'être publié. Commandé par le Sommet de Paris de décembre 74, qui avait rassemblé les neuf chefs d'État de la communauté, ce rapport devait tracer un bilan de l'Europe et définir des moyens pour progresser vers cette Union Européenne. Cette question n'est nullement indifférente pour les masses populaires de notre pays. Elles ont déjà eu à lutter contre ses conséquences néfastes sur leur niveau de vie et d'emploi, du Marché Commun, particulièrement du Marché Commun agricole. Elles sont aujourd'hui confrontées, qu'il s'agisse de l'indépendance nationale de notre pays, de la riposte à la coordination de la politique répressive des bourgeoisies européennes, ou d'autres questions importantes... aux menaces que font peser la voie de la construction de l'Europe qui se dessine actuellement. C'est de ce point de vue qu'il faut juger le rapport Tindemans. L'examen du texte révèle qu'il s'agit d'un texte réaliste du point de vue de l'état de désunion de l'Europe, mais d'un texte où est complètement absente la réalité politique de cette Europe et de ses composantes, d'un texte dangereux par les conséquences qu'il implique.

un texte réaliste sur l'état de désunion de l'Europe

On est habitué aux constats optimistes dressés par Giscard à chaque sommet, voyant dans des faits aussi dérisoires que l'instauration d'un passeport commun, les signes des progrès décisifs dans l'union de l'Europe. Tindemans, par la simple énumération qu'il fait des désaccords entre les neuf, règle son sort à cette présentation des choses. Des carences d'une politique monétaire commune, impossible à mettre sur pied, aux désaccords sur l'énergie, la défense ou les rapports avec les USA... la liste est impressionnante ; et encore Tindemans fait-il le silence sur des faits aussi récents que le procès intenté par l'Italie à la France pour l'embargo (bien limité, d'après les viticulteurs) des vins italiens, ou l'attitude de l'Angleterre, se désolidarisant des neuf à la Conférence Nord-Sud. En fait, on a beau les chercher, les signes tangibles d'avancées de l'unité de l'Europe n'existent guère.

la réalité politique de l'Europe ignorée

Mais en énumérant cette liste de désaccords, et des obstacles rencontrés par la construction européenne, Tindemans ne va pas jusqu'à en indiquer l'origine qui est pourtant claire : la rivalité des impérialismes européens pour assurer le leadership de cette Europe unie conjuguée aux pressions sans cesse manifestées par l'impérialisme US pour la placer sous sa domination.

Suite page 4

RENAULT

l'atelier 74 en greve

Mercredi, la colère grondait chez les ouvriers de l'équipe du matin : ils venaient de toucher leur paie, et constataient que la direction avait retenu les huit heures du vendredi 26 qui était chômé. Pourtant, ce pont, ils doivent le récupérer ce samedi. De plus, même si le nouveau formulaire de feuille de paie est particulièrement incompréhensible, il était clair que le salaire ne correspondait même pas à une base de quarante heures. Jeudi, à l'heure de la pause, des meetings syndicaux avaient lieu. Partout, les travailleurs criaient avec force : « La paie, ça va pas ! » Les seules propositions qui sortaient de ces meetings, c'était des projets de délégations pour réclamer le paiement du pont.

Mais, hier matin, sur une des chaînes carrosserie du 74, au premier étage de l'île Seguin, l'ensemble des travailleurs arrêtait le travail. Ils faisaient le tour des ateliers en manifestant, déterminés à poursuivre leur mouvement aujourd'hui. Sur les 300 4L qui sortent habituel-



lement, seulement 200 ont été faites.

Ce nouveau mouvement, après ceux des Presses et du Bas-Meudon, montre la ré-

volte qui grandit en ce moment à Renault-Billancourt, contre les cadences, les salaires et les brimades des chefs.

Lille

3 morts dans l'incendie d'une librairie

Un terrible incendie a dévasté un entrepôt de librairie à Lille, dans la nuit de jeudi à vendredi. La centaine de pompiers mobilisée n'a pu empêcher l'extension des flammes aux maisons voisines. Trois ouvriers : Jean-marc Derasse, 19 ans, Patrick Lecuttier et Frank Fontaine sont portés disparus, il ne fait plus de doute qu'ils ont péri tous les trois dans l'incendie de la librairie où ils travaillaient. On peut s'interroger sur le système de sécurité en place dans ce dépôt, devant la rapidité de la propagation. Y avait-il des issues de secours ? Ces questions engagent la responsabilité de la direction de la librairie.

Espagne LES LUTTES SE POURSUIVENT

(PAR TÉLÉPHONE DE MADRID)



A Barcelone, il y a eu des manifestations des employés de téléphone. A Santander, une manifestation de 1700 travailleurs d'une entreprise : Nueva montana y Quijano, c'est une entreprise sidérurgique très importante. A Las Palmas, aux Canaries, 40 travailleurs des mines de phosphates du Sahara, se sont enfermés dans l'Eglise de Notre-Dame de Carmen, parce qu'on prétendait faire rentrer ces travailleurs au Sahara, pour contribuer l'exploitation des phosphates.

suite de nos informations page 8

Sahara Occidental

LA LUTTE DU PEUPLE SAHRAOUI

Des troupes marocaines occuperont la ville de Villa Cisneros pour le compte de la Mauritanie lorsque les troupes espagnoles se retireront le 15 janvier prochain. Des convois militaires marocains se dirigent déjà vers la ville, c'est l'aveu de la faiblesse du régime mauritanien qui ne peut remplir son rôle défini par l'accord tripartite, occuper le Rio del Oro quand le Maroc occupait le Saguiat el Hamra. C'est la mobilisation du peuple sahraoui qui lui a empêché de franchir les frontières et d'occuper la Guerre.

Suite page 8

la vie du journal

«La première victoire est que le Quotidien paraisse, la deuxième, et certainement la plus importante, est qu'il devienne réellement le Quotidien du Peuple»

Le 29 septembre avec la parution du Quotidien du Peuple, nous précisons notre projet d'en faire un quotidien nouveau, comme il n'y avait jamais eu en France, un Quotidien pour le peuple. Son moyen d'expression naturel, reflétant sa vie, son point de vue, ses intérêts, sa lutte et ses aspirations.

Nous sommes à une époque où dans les luttes, dans la vie de tous les jours, affluent des questions nouvelles, importantes pour notre avenir : hier c'était par exemple comment surmonter le chantage à la crise, aujourd'hui comment faire obstacle à la répression, aux atteintes contre le droit de grève et les libertés syndicales ? Aujourd'hui comme hier comment écarter les obstacles mis au développement des luttes par le PCF ? Est-il possible de construire ce mouvement d'ensemble auquel nous aspirons en dehors de ces gens-là ? Comment ? Sur toutes les questions que se posent les travailleurs nous précisons dès le 29 septembre que notre intention était d'ouvrir le débat dans le Quotidien du Peuple. De permettre aux travailleurs d'engager là-dessus la discussion avec d'autres travailleurs, d'autres régions et d'autres secteurs. Nous voulions un journal qui instaure un débat permanent pour la vérité.

Nous savions qu'un tel journal c'est possible. Comment ? Nous le disions : «A une condition : qu'il ne soit pas seulement pris en charge par ceux qui ont pris l'initiative de le lancer». Vous les lecteurs du Quotidien du Peuple vous êtes nécessaires à la rédaction d'un tel quotidien.

Aujourd'hui, plus de trois mois après le lancement du Quotidien du Peuple qu'en est-il de la réalisation de ce projet ? L'écho rencontré par sa parution a montré que notre projet correspondait à une aspiration réelle des travailleurs.

- « Le Quotidien du Peuple quel culot ! nous écrivait cet ouvrier d'Aulnay, j'ai 49 balais et je n'ai jamais vu ça ». « C'est une arme contre l'isolement des luttes » disait ce lecteur de Ste Adresse.

- Ou bien de Fos sur mer : « J'approuve très sincèrement votre façon de vouloir faire connaître la vérité au peuple, en leur mettant sous les yeux des preuves et des faits accompagnés de témoignages ».

- « Le peuple a faim de vérité et vous êtes le seul quotidien à pouvoir le satisfaire ».

- De St Sorlin : « Ce journal permet à des personnes non encore politisées de pouvoir le lire, ce qui est un grand pas ».

- De Bordeaux : « Ce qui semble le plus positif dans le Quotidien du

Peuple, c'est qu'il propose de changer les rapports avec les lecteurs, en leur demandant une participation effective à son élaboration. C'est un fait nouveau dans la presse. En effet jusqu'ici, mûrgé dans l'extrême gauche, un canard c'était exclusivement l'affaire de journalistes, je considère le positionnement du Quotidien du Peuple comme une démythification du journalisme ».

- De Paris XIV* : « Au moins ce qu'il y a de bien dans votre quotidien c'est que vos correspondants sont des correspondants ouvriers, pas uniquement des journalistes ou des militants ».

- D'Amiens enfin après une réunion de lecteurs : « Le Quotidien du Peuple est apparu comme un journal fait avant tout pour et par des ouvriers, et non par une élite intellectuelle (comparaison avec L'Humanité) ».

Cependant cet écho important qu'a rencontré le Quotidien du Peuple auprès des travailleurs ne doit pas nous masquer qu'il est



encore très insuffisamment le journal que nous voulons faire et que les lecteurs attendent.

Le 2 décembre des camarades d'Amiens en nous envoyant le compte rendu d'une réunion de lecteurs nous disaient aussi : « Le Quotidien du Peuple est encore trop proche de l'ancienne formule. Encore trop marqué par le style militant. Le Quotidien, c'est celui de tout le peuple, et pas seulement des éléments militants et avancés du peuple ». Et un débat s'instaurait spontanément sur cette question dans les colonnes de la page 2.

- Le 10 décembre un lecteur d'Asnières nous écrivait : « Je suis entièrement d'accord avec les lecteurs d'Amiens. En effet si le Quotidien du Peuple continue à s'améliorer il n'est pas encore pour autant vraiment le Quotidien du Peuple... Camarades, le peuple c'est lui qui souffre de l'exploitation capitaliste. C'est ce que vous dénoncez dans votre journal, et ceci mieux que tout ce qui s'est fait aujourd'hui. Mais aussi le peuple, c'est la vie, c'est la volonté de

changer, alors que le capital c'est l'immobilisme, la mort. Notre quotidien pour qu'il soit vraiment porteur de cette vie, doit absolument être à la porte de tout le peuple, il doit être attirant... »

C'est ce bilan déjà engagé par plusieurs lecteurs qu'il s'agit de poursuivre. Qu'en est-il aujourd'hui de notre capacité à donner toujours aux lecteurs l'information qu'ils réclament ? Qu'en est-il de notre capacité à refléter vraiment dans le journal la vie des masses ? A faire vraiment du journal un lieu de débat entre les lecteurs pour la voie juste de lutter ? Autant de questions à préciser. A côtés de nombreuses appréciations générales sur le journal, nous recevons encore trop peu de critiques précises portant sur tel ou tel article particulier, telle ou telle page particulière du journal, qui nous permettent d'avancer.

Camarades, le Quotidien du Peuple, c'est votre journal ! Faire le point aujourd'hui sur ce journal, c'est votre affaire, à vous, les lecteurs. Pourquoi ? Parce que ce

sont vos critiques qui nous poussent nous les journalistes, à aller de l'avant et à tout faire pour que le Quotidien réponde à votre attente. Comment faire ? Nous proposons que partout où c'est possible, les lecteurs se réunissent pour faire le point. Nous sommes prêts à envoyer chaque fois un journaliste pour participer à ces réunions. Là où ce n'est pas possible, il faut que chaque lecteur isolé apporte son point de vue, mais aussi celui de son entourage, de ses camarades de travail à qui il a pu prêter le journal, en écrivant au Quotidien du Peuple. Nous lançons particulièrement cet appel aux nombreux camarades qui nous ont déjà écrit et qui par leur lettre nous ont apporté de précieux encouragements.

Comme l'écrivait un lecteur : « La première victoire est que le Quotidien paraisse, la deuxième, et certainement la plus importante, est qu'il devienne réellement le Quotidien du Peuple ». En avant pour cette deuxième victoire ! Soutenu par le peuple le Quotidien vivra et se développera !

dans notre courrier

DEVENEZ CORRESPONDANT DU JOURNAL
Envoyez chaque jour vos critiques, vos suggestions, vos propositions d'articles au :
QUOTIDIEN DU PEUPLE
en téléphonant au :
208 65 61 Paris
de 8 h. 30 à 13 h.

UNE INITIATIVE D'UN GROUPE D'INSTITUTEURS DE BESANCON AMIS DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Depuis deux ans, on parle beaucoup de la résistance. La bourgeoisie a mis une grande application à réécrire l'histoire de cette période. Certains cinéastes à son service (cf. Louis Malle «Lacombe Lucien») sont même allés jusqu'à justifier la collaboration.

Tout cela, pour effacer de la mémoire du peuple un aspect gênant pour elle. La Résistance : un peuple en armes qui s'organise et qui lutte.

Cet aspect sera développé à l'occasion de la visite du musée de la Citadelle organisée par les instituteurs sympathisants du «Quotidien du Peuple» le **SAMEDI 10 JANVIER 1976** avec le concours d'un ancien déporté et résistant.

Dans une région où la Résistance a été particulièrement importante, les instituteurs comptent partir des éléments recueillis lors de cette visite pour réaliser un document qui pourrait être mis à la disposition de tous les enseignants et les animateurs désireux d'aborder ce sujet dans leur classe ou leur association.

VENEZ ET AMENEZ DES COPAINS

Rendez-vous à 14 h 30 devant la porte du bas de la Citadelle.

Le Quotidien du Peuple, publication du PCR (ml)
Adresse postale
BP 225 75 924
Paris, Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP,
Commission Paritaire
50 942

DANS UNE PETITE BOURGADE DU RHONE

Dans une petite bourgade du Rhône : Cours 6000 habitants où il n'y a pas eu de lutte à vrai dire depuis 68, même pas les mots d'ordre de grève nationale suivis, où l'esprit de petite famille régnait, tout cela commence à changer car les travailleurs ont ras le bol de voir leurs salaires augmenter doucement pendant que les prix montent en flèche. En décembre ils ont imposé leurs revendications au patronat de Cours. Le 2 décembre les 200 ouvriers de Gymm (portes et fenêtres) profitent du mot d'ordre d'action nationale débrayant pour imposer une prime de fin d'année de 1300 F comme ils avaient les autres années et non 600 F sous prétexte de la crise. Au bout d'une heure le patron cède. La semaine suivante dans une autre usine de textiles (couvertures) une centaine d'ouvriers se mettent en grève illimitée pour obtenir une prime aussi de fin d'année de 1000 F. Au bout d'une semaine le patron lâche. Voyant ces exemples les ouvriers d'une petite usine d'effilochage (15 ouvriers) font eux aussi une grève 1 jour 1/2 pour la prime qui est accordée. D'autres patrons, par peur, l'accordent eux-mêmes. Les travailleurs d'une usine textile n'ayant rien eu, partent en grève 2 jours sur la fin décembre. Ils obtiennent 300 F.

Partout les patrons refusaient les revendications en prétextant qu'ils avaient de plus en plus de difficulté à tourner. Eh bien non, les travailleurs refusent le chantage à la crise.

R.P. Lyon

JE M'ABONNE

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

CARTOUCHERIE de VINCENNES
Communiqué

- Samedi 10 - 14h30 : DEBAT «La page culturelle dans la presse» avec la presse progressiste et révolutionnaire
- 20h30 : Théâtre hollandais PROLOGO avec une pièce «Démoralisante»
- Dimanche 11 - 14h00 : Troupe de l'Amicale des Marocains en France
- 15h30 : Troupe «AL ASSIFA» «C'est la vie de château, pourvu que ça dure»
- 17h00 : Troupe VENTOSE - «L'exil» DEBATS. Buffet.
- 20h30 : Troupe arabe dans l'immigration. La chanteuse africaine Fanta DEMBA et la participation du comité des travailleuses GRIOTS

je donne

SOUTIEN FINANCIER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

10 F 50 F 100 F F

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

Envoyer à :
Le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 PARIS Cedex 19
CCP 23 132 48 F PARIS

envoyez ce bon avec l'argent. Il vous sera retourné rapidement en guise d'accusé de réception.

trafics immobiliers sur le dos des travailleurs

Près de 2000 ouvriers nord-africains en majorité tunisiens vivent dans ce plus grand bidonville de France. Pas d'électricité alors que le stade « européen » qui le cache gaspille souvent un luxe de lumière pour quatre joueurs de l'OGC-NICE, 2 points d'eau seulement et une humidité malsaine toute l'année avec le Var qui coule à quelques mètres. Les maladies, les rats, l'exploitation de la pègre, le flicage des amicales, des consulats de la police...

Pourquoi la bourgeoisie décide-t-elle de détruire le bidonville ?

UNE OPERATION IMMOBILIERE ET DE REPRESSION POLITIQUE

Il ne s'agit pas pour la bourgeoisie d'améliorer les conditions de vie des travailleurs immigrés, ni de leur laisser les logements décentes auxquels ils ont droit. D'abord la municipalité a besoin de la place pour faire passer l'autoroute. Ensuite elle continue son but général qui est la ségrégation. Ce n'est pas pour rien que le député-maire (R.I.) Jacques Médecin est président de l'association France-Afrique du Sud à l'assemblée nationale. Pour lui et ses amis, Nice a beaucoup à apprendre de ce qui se passe en Afrique du Sud. Le refus de reloger les immigrés dans les mêmes conditions que les travailleurs français, c'est un vieux moyen pour diviser. Le

fait de construire une cité de 1000 chambres pour les ouvriers en dehors de la ville et du quartier des HLM de St. Augustin, c'est un autre moyen pour essayer d'empêcher l'unité des ouvriers. Pourtant la place ne manquait pas dans le même quartier : Nice-Matin » installe par exemple ses locaux dans ce futur centre-ville. La bourgeoisie cherche à diviser et à empêcher en même temps : la cité construite par la SONACOTRA est un préfabriqué prévu pour 5 ou 6 ans seulement.



Après la bourgeoisie récupérera le terrain exproprié maintenant à des paysans de la vallée du Var pour agrandir son stade (Médecin préfère les stades aux MJC). Les immigrés seront expulsés encore plus loin... La municipalité est experte dans ce genre d'opération immobilière : déjà elle avait exproprié des paysans pour construire soit-

disant un centre pour enfants handicapés. En fait c'était pour installer ses pépinières, ce qui lui a permis d'empocher des millions en revendant les anciennes pépinières bien placées pour la spéculation immobilière.

Comment les ouvriers seront-ils relogés ?

D'abord il faut noter que tous les ouvriers ne seront pas relogés et ceux qui seront relogés, le seront mal. Un « taux d'évasion » de 10 à 15 % est déjà prévu par la SONACOTRA et toutes les opérations faites jusqu'à présent ont été des échecs. Les loyers exorbitants, l'absence de liberté font que les ouvriers des bidonvilles sont souvent obligés de chercher un autre taudis. Le fait de faire un « relogement » l'hiver alors que beaucoup de travailleurs ont dû rentrer au pays car la vie au bidonville est trop dure l'hiver, alors que c'était officiellement prévu pour 6 mois avant, n'est pas un hasard non plus. En plus du chômage particulièrement important en ce moment, les ouvriers du bidonville ne peuvent pas payer des loyers chers car ils ont les salaires les plus bas : une étude officielle montre que 88,6 % des habitants y sont manœuvres, 3 % des immigrés sont des OQ et 0,4 % employés dans leur qualification. A cela s'ajoute le fait que plusieurs centaines des ouvriers sont des irréguliers sans papiers.



le FAS : extorquer de l'argent pour mieux exploiter

Tout travailleur étranger paie à la Sécurité Sociale différentes cotisations, au même titre qu'un travailleur français, mais les cotisations qu'il paie pour la retraite ou pour les allocations familiales, ni lui ni sa famille n'en bénéficient : Une fois rentré au pays, il ne touche pas de retraite et d'autre part il ne touche les allocations familiales que si sa famille est avec lui en France. Si sa famille est restée au pays, ce qui est le cas pour presque tous les travailleurs, elle ne touche les allocations familiales que dans la mesure où un accord bilatéral a été signé entre la France et le pays d'origine, et celles-ci sont versées à des taux bien inférieurs aux taux français. Par exemple si pour un enfant une famille touche en France 300 F. dans le pays d'origine elle ne touche que 100 F., c'est-à-dire 3 fois moins.

sur les travailleurs français, on peut mesurer toute l'hypocrisie de la bourgeoisie qui parle de « déficit » de la S.S. et augmente les cotisations alors que les trusts pharmaceutiques, les cadres de la « santé » et la bourgeoisie dans son ensemble créent ce déficit par leur pouvoir financier et surtout politique.

Par le FAS, la bourgeoisie veut se donner bonne conscience (« action sociale » !) mais surtout exploiter les travailleurs :

— Le FAS finance des cours d'alphabétisation... mais moins de 5 % des immigrés suivent des cours d'alpha y compris ceux fait par des bénévoles, et il faut voir dans quelles conditions sont donnés ces rares cours payés par le FAS, leur contenu politique du type « Ali vient d'avoir un accident de

travail, mais il est courageux et il continue son travail quand même » où il n'est évidemment guère question des problèmes qui intéressent les travailleurs que ce soit pour la lutte en France, l'unité français-immigrés ou la lutte de leur peuple.

— Le FAS fait financer par les travailleurs immigrés eux-mêmes les foyers-casernes dans lesquels la bourgeoisie veut les surveiller en leur faisant payer des loyers amputant les salaires de 20 à 40 % pour une petite surface dont le m2 est déjà amorti avant même sa construction.

La SONACOTRA et d'autres sociétés de « caractère public » ou « semi-public » (Les Foyers du bâtiment, CALD, ADATARELLI...) en construisant et en gérant foyers et cités se chargent d'encaisser et de réprimer.

— Moins de 30 % de l'argent pris aux travailleurs immigrés par les cotisations est versé à leur famille.

— Une partie (seulement 10 %) de la différence entre ce que le travailleur toucherait si sa famille était en France, et ce qu'il touche est versé au FAS pour constituer 70 % des subventions, le reste étant extorqué d'une autre façon aux ouvriers, par exemple par la redevance O.N.I. (Organisme chargé de contrôler l'immigration) que l'ouvrier paie directement ou non lorsque le patron veut le faire régulariser « après coup ». 60 % des cotisations sont ainsi légalement volés aux immigrés, le bénéfice fait sur le dos des travailleurs immigrés en 1973 est estimé à près de 600 millions de francs (590 pour être exact) : « Selon la CGT et la CFDT, les familles d'immigrés auraient dû toucher 983 millions en 1973 au titre des allocations familiales au taux français : elles n'ont reçu que 277 millions et 116 millions ont été versés au FAS » (Cimade info, mai 73).

Comme on le voit les caisses de Sécurité Sociale et d'Allocations familiales font de grands profits sur le dos des travailleurs immigrés et ajoutés aux profits faits

agressions racistes - répression policière NON A LA DIVISION FRANÇAIS/IMMIGRÉS

Plus de dix travailleurs immigrés ont été agressés entre le 8 et le 15 novembre près du Bidonville de la Digue des Français : la campagne raciste de la bourgeoisie porte ses fruits empoisonnés. Nice-Matin, bien au service du député R.I. Médecin, n'en parle qu'un mois après pour annoncer que les agresseurs, les « responsables », sont des jeunes des HLM de St. Augustin ou des Moulins. C'est l'occasion pour lui d'alimenter la campagne anti-jeunes et anti-ouvrière en évitant bien sûr de chercher les vrais responsables qui créent le racisme, les divisions entre travailleurs français et immigrés. Ce journal bourgeois a d'ailleurs sa part de responsabilité, lui qui intoxique la population en mettant toujours en relief, par exemple (par le texte, le titre, la photo etc...) le petit nombre d'agressions commises par des travailleurs immigrés minoritaires pour conduire le lecteur à avoir des idées fausses et racistes. En fait par l'intermédiaire de Nice-Matin, la bourgeoisie profite de la situation qu'elle a

créée pour faire mieux passer l'installation d'un commissariat de quartier « dans les HLM mêmes de St. Augustin et fonctionnant jour et nuit » pour répondre « aux souhaits de la population » précise encore Nice-Matin. En fait c'est pour habituer les habitants à l'éventualité de la répression policière, aux quadrillages permanents etc...

Les habitants des HLM et du bidonville apprécieront sûrement eux qui n'ont droit à rien dans cette société : pas de MJC, de lieux de rencontre mais des flics... Rien pour les jeunes, les loisirs... rien que le chômage, les expulsions, les coupures de gaz et d'électricité qui touchent déjà 100 familles aux HLM et les ouvriers du bidonville depuis toujours : 11 ans.

La municipalité répond même aux aspirations des faux-communistes du P«C»F qui se sont étonnés du fait que « la police ne se dérange pas » sous-entendant que, aux au gouvernement, la même police défendra les travailleurs. C'est bien le sens des questions qu'ils

posent dans leur journal « Le patriote » : « Pourquoi cette ségrégation ? Qui l'a décidée, qui l'a couverte ? ». En réalité ce soit-disant « grand parti de la classe ouvrière », ne propose rien aux travailleurs français et immigrés une lettre au préfet, une visite aux ouvriers agressés et à ceux du bidonville, mais pour ce qui est de se mobiliser profondément et constamment, être à l'avant-garde des luttes ouvrières. RIEN. Un simple exemple : l'UD-CGT contrôlée par le P«C»F défend dans la même période les « revendications urgentes » des ouvriers, ETAM (employés, techniciens, agents de maîtrise et cadres) et au lieu de faire l'unité de la classe ouvrière autour des O.S. couche le plus exploitée, ils donnent comme exemple aux ouvriers du bâtiment des grèves où comme chez Martin, les OQ ont obtenu après 5 jours d'arrêt 10% et les manœuvres 7%, ou comme chez Gerland 15 % pour les ouvriers et 20 % pour les ETAM... Une façon comme une autre d'entretenir la division.

les foyers SONACOTRA

La SONACOTRA (financée par les ouvriers directement soit par ceux qui logent déjà dans les foyers, soit par le Fonds d'Action Sociale (FAS) qui vole 600 millions de francs par an aux travailleurs immigrés), la SONACOTRA propose moins de 1800 chambres pour un relogement où le m2 coûtera plus cher que dans certains immeubles de luxe.

- 150 F. pour 9 m2 dans la cité modulaire de 1000 chambres
- 165 F. au foyer de St Augustin et 195 F. à Riquier.

Les prix seront en plus changés d'ici à 1977 ; le FAS retirera aussi ses « subventions » de lancement.

Mais la fonction principale des foyers est la répression et le contrôle, des travailleurs : le règlement intérieur des « foyers-hôtels » de la SONACOTRA établit par la direction générale pour tous les foyers contribue à en faire des foyers-casernes — en plus de la division HLM — foyers.

Face à la répression et à l'exploitation dans les foyers, des milliers de travailleurs luttent déjà contre la SONACOTRA, (cf la lettre du camarade ouvrier du Comité de Coordination parue dans le qdp le 11 décembre). A Nice la lutte se prépare sur les revendications suivantes :

- Régularisation de tous les ouvriers sans papiers ;
- carte de séjour pour 3 ans.
- baisse des loyers,
- aide aux chômeurs, aux malades et aux vieux,

SUITE DE LA UNE

EUROPE

Les débats sur la création d'une Agence de l'Energie, sous houlette américaine, à laquelle se sont ralliés en fin de compte huit des neuf européens, les débats pour le choix d'un avion de chasse, le marché du siècle où l'avion américain a été choisi au détriment du seul avion européen, le Mirage français... tout cela illustre assez bien cette constante intervention américaine dans la construction de l'Europe pour y imposer son contrôle et sa domination, ainsi que la très inégale résistance que lui opposent les pays européens. Quant aux rivalités entre impérialismes européens pour assurer leur leadership, elles sont particulièrement illustrées par les pressions de l'impérialisme allemand sur ces rivaux anglais ou français pour imposer à chaque fois son point de vue (en particulier sur les questions agricoles, régionales, monétaires...) au Conseil des neuf ou au sommet des présidents ou chefs de gouvernement. Particulièrement lié à l'impérialisme US, l'impérialisme allemand prend appui sur sa puissance économique et aussi, il ne faut pas l'oublier, sur la plus importante armée conventionnelle (sans force de frappe) parmi celles des neuf.

Et si les marxistes-léninistes sont largement favorables à ce que se renforce la coopération entre les pays européens pour faire face aux pressions du social-impérialisme soviétique, particulièrement renforcées avec le déploiement des forces du pacte de Varsovie, ils ne sauraient admettre que cette coopération favorise les pressions sur notre pays de l'autre super-puissance, les Etats Unis, ou même de l'impérialisme allemand, ce qui n'est nullement contradictoire. Qu'on songe simplement aux difficultés supplémentaires que rencontrerait notre pays dans sa lutte révolutionnaire, si la construction européenne aménageait des possibilités pour l'impérialisme allemand ou américain d'intervenir dans notre pays en cas d'aggravation importante de la crise politique. Or la voie de la construction européenne tracée par Tindemans n'exclut nullement cette possibilité, au contraire.

un rapport dangereux

Son projet réside d'une part, dans le transfert d'un certain nombre de décisions politiques, qui sont normalement l'attribut d'un pays indépendant, à la commission des neuf, d'autre part, dans la modification des mécanismes de fonctionnement de cette commission, où la majorité pourrait, malgré l'opposition de certains pays, imposer son opinion.

Il est par exemple proposé qu'en matière de politique étrangère, de défense, les neuf unifient leurs positions «L'Union européenne implique évidemment que, dans les domaines couverts par l'Union, les Etats européens se présentent toujours unis, sinon cette appellation serait vide de sens. La coordination des politiques, précieuse dans une période transitoire, doit donc progressivement faire place à une politique commune, ce qui veut dire que nos Etats doivent pouvoir définir une politique en commun et agir ensemble dans le cadre de l'Union européenne. (...)

La différence essentielle entre la coordination des politiques telle qu'elle est pratiquée actuellement, et la politique extérieure commune, qui caractérise l'Union, ne réside pas dans la procédure utilisée ou l'institution compétente. Elle consiste dans l'obligation d'aboutir à un point de vue commun. Les Etats s'engagent à définir les grandes orientations de leur politique au sein du conseil européen. Sur cette base, le conseil à l'obligation d'arriver à une décision commune sur les points particuliers. Ce qui implique évidemment que les tendances minoritaires doivent se rallier aux vues de la majorité à l'issue des débats.» On a vu lors des problèmes de l'Agence de l'Energie, ou du choix d'un avion de combat évoqué plus haut, à quelle solution pro-US pouvait ramener cette procédure de décisions prises à la majorité.

En proposant d'étendre les pouvoirs du parlement européen (qui doit normalement être élu au suffrage universel à partir de l'année prochaine) en lui conférant un rôle législatif,

En réclamant que des «délégations d'exécution» deviennent la règle, c'est-à-dire qu'une fois qu'une décision commune plus ou moins vague est adoptée par les neuf, ceux-ci délèguent sans droit de regard la tâche d'exécution de cette décision à un organisme européen,

En proposant que le président de la commission ait plus de pouvoir qu'un simple porte-parole, Tindemans vise à multiplier les pôles de décision qui échapperaient au droit de veto de chaque gouvernement.

Ce qui conduirait notre pays à être encore plus que maintenant engagé dans des directions politiques qui menaceraient notre indépendance nationale et qui pourraient multiplier fortement les obstacles à la lutte révolutionnaire. Il ne nous est pas indifférent par exemple que la politique répressive de M. Schmidt en Allemagne, qui a de forts reïens d'un passé pas si lointain de ce pays, non seulement serve d'exemple à celle de Giscard, ce qui est déjà le cas, mais soit coordonnée plus étroitement encore.

C'est pourquoi nous nous opposerons à toutes les conséquences dangereuses qu'aurait ce rapport s'il était adopté.

CONFÉRENCE MONÉTAIRE A LA JAMAÏQUE : en guise de réforme, des arrangements contre le Tiers Monde

La conférence monétaire de la Jamaïque s'est terminée jeudi, après deux jours de débats sans grande surprise. L'objectif officiel de la réunion était de mettre la dernière main à ce que les pays impérialistes tentent de faire passer pour une réforme du système monétaire international et qui ne consiste en fait qu'en une série d'arrangements destinés à éviter de tirer les conséquences de son effondrement en 1971, et à perpétuer à l'échelle mondiale la domination impérialiste.

Les amendements proposés aux statuts du F.M.I. (Fonds monétaire international) qui seront soumis à ratification par les pays membres du Fonds, étaient en fait depuis longtemps connus. Ils concernent principalement deux domaines : les taux de change et le nouveau rôle de l'or dans le système.

Les taux de change.

L'accord final reprend les termes du sommet de Rambouillet, adoptant le principe de taux de change «flottants» entre les monnaies, c'est-à-dire qui varient au jour le jour. Tel était le vœu des Américains, qui ne veulent plus soutenir une parité fixe par rapport à l'or, règle de base de l'ancien système, ni même par rapport aux autres monnaies. Ainsi le dollar, libéré de toute contrainte, peut-il continuer à jouer son rôle hégémonique dans les transactions internationales et contribuer au maintien de la domination U.S. On a vu début 1975 comment la baisse du dollar a pu être un instrument entre les mains de l'impérialisme pour récupérer les hausses du prix des matières premières. C'est d'ailleurs bien là l'intérêt qu'y voient les pays européens à renoncer aux parités fixes.

Le nouveau rôle de l'or.

Celui-ci perdra le rôle central qu'il occupait dans le système de Bretton Woods, puisqu'il y garantirait la valeur du dollar. Désormais les monnaies, tout en continuant à flotter seront rattachées aux D.T.S. (droits de tirages



Manifestation contre la présence d'une délégation sud-africaine à la conférence.

spéciaux) qui, comme unité de compte, ne représentent qu'une monnaie fictive, calculée à partir de seize monnaies nationales, et où le dollar entre pour 33 %. Autant dire qu'à peu de choses près, les différentes monnaies ne sont rattachées qu'à d'autres monnaies (surtout, en fait, au dollar), c'est-à-dire à aucun bien matériel, à aucune production : excellent moyen d'alimenter l'inflation, y compris dans les pays du Tiers-Monde.

De plus, pour bien détrôner l'or du système et éviter ainsi qu'on puisse à l'avenir contester le dollar, les U.S.A. ont imaginé de faire vendre par le F.M.I. une partie de son or au prix du marché, largement supérieur à celui auquel il était officiellement comptabilisé. D'abord réticents, les autres pays impérialistes y ont vite trouvé leur intérêt, dans la mesure où cela équivaut à abolir l'ancien cours officiel, donc à réévaluer considérablement les réserves d'or possédées par les banques centrales. Comme les pays du Tiers-Monde n'ont pas ou peu d'or, c'est là une excellente affaire pour les pays impérialistes, qui voient ainsi, par simple spéculation, leurs moyens de paiement considérablement grossir, ceci alors même qu'on prévoit pour les pays du Tiers-Monde un déficit d'au moins 31 milliards de dollars pour 1976.

Comme il faut bien une consolation, ceux-ci se verront accorder sous forme de crédits la plus-value dégagée

de crédits, que le F.M.I. peut leur offrir. Mais quelle déception ! Ceux-ci n'obtiennent finalement que « l'anticipation » des crédits que le F.M.I. leur aurait accordés l'année prochaine, contre des cotisations qu'il est de toute façon prévu de majorer. A noter qu'ils revendiquaient au départ le triplement des crédits accordés jusque-là sans condition d'aucune sorte.

Tout cela démontre bien la duplicité des pays impérialistes, qui, à côté de belles déclarations d'intention dans le cadre de la conférence Nord-Sud, profitent de la position qu'ils ont acquise de force au sein des instances internationales pour perpétuer leur chantage. Plus que jamais pour le Tiers-Monde, l'heure est à la contre-offensive dans le domaine monétaire. L'incapacité de l'impérialisme à promouvoir une réforme d'ensemble qui révèle sa faiblesse, doit les y encourager.

Frédéric MONTAGNET.

La presse algérienne annonce l'arrestation de quatre saboteurs

Hier, la télévision algérienne présentait quatre personnages qui, selon le gouvernement algérien, avaient constitué un commando chargé d'accomplir des attentats contre des bâtiments officiels en Algérie même. Leur dernier attentat, le 3 janvier, visait l'immeuble abritant les ateliers de «El Moudjahid».

Disposant de passeports italiens, français, espagnols et guatémaltèques, Claude Pascal Rousseaux, Ignacio Tedesco, Aurelio Bertin, Mohammed Haroun seraient entrés en Algérie entre le 18 et le 31 décembre 75. D'après les aveux rapportés par «El Moudjahid», ils seraient fondé en octobre 73 l'organisation S.O.A. (Soldats de l'Opposition Algérienne) qui a perpétré l'attentat meurtrier contre le consulat d'Alger à Marseille, le 14 décembre 73 ; ils auraient ensuite accompli différents attentats contre les bâtiments d'Air Algérie, de l'Amicale des Algériens en France et contre les ambassades de Bonn, Rome et Londres... Rejoignant en octobre 75 Ortiz et d'autres membres de l'O.A.S., ces mêmes personnages auraient fondé l'A.L.P.. D'après les organes de presse algériens, ces regroupements se feraient avec l'appui du SDECE (service de contre-espionnage français), par l'intermédiaire de l'officier Jacques Benet. A la tête de ce rassemblement, se trouverait Mouloud Kaouane, «homme d'affaires» libanais qui avait disparu l'an dernier, mais dont les liens avec les services français sont connus (activités contre le FNL, avec l'O.A.S....).

LA PRAVDA SANS HONTE

Les révisionnistes d'Union soviétique ont décidé définitivement de relâcher Pliouchtch, qui est attendu à Vienne en fin de matinée aujourd'hui.

La Pravda commente l'événement : « La santé de Léonid Pliouchtch s'est améliorée après traitement, si bien que le tribunal a jugé possible de satisfaire la demande de sa femme, Tatiana Ilitnikova, de prendre le malade sous ses auspices. »

Quand on sait que, comme des milliers d'autres détenus en asiles psychiatriques en U.R.S.S., Pliouchtch a été soumis à des traitements pour supprimer sa personnalité, on se doute que les médicaments qu'on lui a fait ingérer ont détruit certainement durablement sa santé.

Un baron belge chez les patrons français

Le CNPF comptait suffisamment de barons pour qu'il éprouve encore le besoin de rehausser ses quartiers de noblesse. Aussi n'est-ce pas en cela qu'il y a lieu de s'étonner du recrutement du Baron Empain. C'est dans la nationalité du PDG des usines Creusot-Loire qu'il faut rechercher l'innovation : le Baron Empain est belge. Encore un peu et il faudra des interprètes aux syndicats pour négocier !

Soirée culturelle de soutien aux 80 étudiants iraniens en grève de la faim depuis le 6 janvier 1976

Samedi 10 janvier - Maison d'Italie à 20 h 30 à la cité universitaire organisée par

«L'Union des Étudiants Iraniens en France»

non, ce n'est pas la fatalité qui a tué Régis

Mardi 8, vers 10 H du matin, au lycée technique d'horlogerie de Besançon, un camion amène une fraiseuse. Le camionneur est seul pour décharger cette machine de 1 700 kg. Il fait alors appel aux lycéens, 4 élèves de seconde acceptent de lui prêter main forte. La fraiseuse est posée sur des roulements, mais la machine, qui ne repose que sur un socle très étroit bascule au cours d'une manœuvre. Régis, 15 ans, n'a pas le temps de se retirer. Le haut de la fraiseuse lui écrase le crâne contre le mur. Il meurt sur le coup.

Ainsi que le dit un jeune lycéen «l'administration

essaiera de trouver le moyen de se blanchir».

Il est très fréquent que les élèves aident au déchargement et à l'installation des machines dans des conditions de sécurité hasardeuses ; sans l'assistance de travailleurs compétents.

Signalons qu'au lycée technique d'horlogerie de Besançon aucun quai de déchargement n'a été prévu par l'architecte.

Il ne faut pas laisser étouffer cette affaire, il faut faire la lumière sur les véritables causes de la mort de Régis pour que de tels accidents ne se produisent plus.

plus d'un demi-siècle au service de la révolution

Né en 1898, à Huaian, près de Changhaï, le camarade Chou En Lai, entreprend des études littéraires dans un Collège de Tientsin, puis au Japon. C'est là qu'il apprend le formidable mouvement des étudiants, qui pour la première fois, remet en cause le féodalisme et l'impérialisme en liaison avec les luttes du prolétariat, et des masses populaires, le très célèbre mouvement du 4 mai 1919.

Il décide immédiatement de quitter le Japon et participe au mouvement. Il fonde avec un groupe d'étudiants une association et sort un journal : «L'Éveil». A la suite de manifestations, il est arrêté

et emprisonné pendant un an, avec une autre militante qui devenait devenir sa femme, Teng Ying Chao.

Il décide après sa libération de partir pour la France, pour le Paris de la Commune. Il se lie très vite aux très nombreux immigrés chinois (175 000 travailleurs, 400 étudiants) et continue le combat qu'il avait engagé en Chine. Avec les futurs grands dirigeants du Parti et de la Révolution chinoise Chu Teh, Teng Hsiao Ping, Chen Yi, il participe à l'organisation du Parti Communiste Chinois en France, multipliant ses activités, entre Paris, Saint-Etienne.

un rôle décisif dans le front uni anti-japonais

Contre l'agression de l'impérialisme japonais qui occupait le Nord de la Chine, le PCC sous la direction du camarade Mao Tse Toung voulait gagner l'ensemble des forces patriotiques pour chasser l'agresseur. Cette vaste mobilisation passait par la constitution d'une alliance avec le Kuomintang, dans un



Front Uni contre le Japon. Là encore, le camarade Chou En Lai va jouer un rôle décisif. Deux généraux patriotes opposés à la ligne de décapitation des communistes pronée par Tchong Kaï Tchek s'emparent de lui et le livrent à Chou En Lai qui, plutôt que de l'exécuter, passe un compromis décisif : l'arrêt des attaques armées contre les communistes, la participation à la lutte contre l'impérialisme japonais. Ce geste historique allait accélérer la victoire de la guerre de résistance en Août 1945 et par là, le triomphe de la Révolution chinoise en 1949.

élu vice-président du Parti Communiste au X^e Congrès

Le 1^{er} octobre 1949, aux côtés du Président Mao, il est sur la place Tien An Men, pour célébrer la victoire et partager l'immense joie du peuple chinois. Il est élu premier ministre du Conseil des Affaires d'Etat de la République Populaire chinoise et ministre des Affaires Etrangères.

Sa contribution est importante à la Conférence de Bandoung en avril 1955, premier pas vers le rassemblement des forces en lutte contre le colonialisme. En 1963, il entreprend dans ce sens une série de visites importantes dans les pays d'Asie et d'Afrique.

Son rôle fut tout aussi décisif dans la lutte contre le révisionnisme soviétique. En octobre 1961, il représente le

PCC au 22^e Congrès du PC US. A la suite des attaques frauduleuses de Kroutchev contre le camarade Enver Hoxha et l'Albanie socialiste, il quitte immédiatement le Congrès, contribuant ainsi à démasquer le rôle du révisionnisme soviétique aux yeux des peuples du monde.

Il a contribué à l'établissement de rapports avec l'impérialisme américain, concrétisé par le voyage de Nixon à Pékin en février 72, important succès pour la Chine. Ce voyage, accompagné de l'année suivante d'un important recul de l'impérialisme américain obligé de lever son veto pour la reconnaissance de la Chine à l'ONU, a déclenché tout un processus qui a permis à la Chine de prendre sa place dans le monde.



premier ministre depuis la création de la République Populaire de Chine

La part du camarade Chou En Lai fut aussi décisive dans la lutte pour l'édification du socialisme en Chine, contre la tentative de la restauration du capitalisme. Après avoir activement dirigé aux côtés du Président Mao Tse Toung la Révolution Culturelle qui a mobilisé l'ensemble du peuple chinois contre la «ligne noire» de Liou Chao Chi, il a joué un rôle essentiel dans la lutte contre la ligne clique de

A L'EXEMPLE DE CHOU EN-LAI CONTRE LE REVISIONNISME POUR LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Mercredi soir, à la télévision, Georges Marchais proclamait du haut de sa prétention : «La dictature du prolétariat, c'est dépassé». En Août 1973, le camarade Chou En Lai, qui vient de mourir, affirmait tranquillement, à la tribune du X^e Congrès du Parti Communiste chinois : «Il faut renforcer la direction sur les organismes de base, afin que le pouvoir y soit réellement entre les mains des marxistes, des ouvriers et des paysans pauvres et moyens-pauvres ainsi que d'autres travailleurs, et que la dictature du prolétariat soit réalisée dans chaque unité de base».

La contradiction est flagrante. Le rapport même de Chou En Lai nous en donne la clef. Veut-on, comme en Chine, que les ouvriers, les paysans, les larges masses populaires aient «réellement le pouvoir» ? Qu'elles prennent elles-mêmes en mains la production, l'édification d'une société nouvelle où seul compte le bien du peuple ? Alors, oui, on veut la dictature du prolétariat.

Dictature, le mot effraye parfois, évoque par exemple le visage hideux des camps d'internement de Brejnev. Pourtant, le pouvoir des ouvriers et des paysans, celui qui existe en Chine est exactement à l'inverse. C'est un régime qui a inscrit sur ses drapeaux : «on a raison de se révolter» et «il faut oser aller à contre-courant». Un régime où les collectifs de travailleurs exercent leur contrôle sur les cadres dans les usines et à la campagne. Où le droit de grève est inscrit dans la constitution. Où, comme le disait Lénine, «la ménagère prend en mains les affaires de l'Etat». Cette dictature, qui s'exerce sur les anciens exploités renversés, est pour les masses la démocratie la plus large qui puisse exister.

C'est le pouvoir que nous voulons tous établir après avoir renversé le capital. Car il n'y a pas de milieu - c'est aujourd'hui une autre dictature qui s'exerce : celle de la bourgeoisie. Non seulement elle assure le maintien de l'exploitation, mais elle le fait dans des conditions où la liberté n'est chaque jour qu'un mot plus vide de sens.

Marchais a opté pour son maintien, et sa dernière déclaration a le mérite de la clarté sur ce point. Tous les jours, sa prétendue «défense des libertés» nous en donne confirmation. Peu lui importent les atteintes au droit de grève, la répression policière contre les usines occupées et les manifestations ouvrières, et, récemment, l'emprisonnement de soldats et de syndicalistes. Ce qui compte, c'est que lui-même ou un quelconque de ses élus révisionnistes puissent se pavaner dans la cantine d'une entreprise ou sur les écrans de télévision. La liberté, pour le PCCF, c'est sa liberté de faire avancer son projet de rénovation du capitalisme.

Effectivement, la dictature du prolétariat n'a pas ce visage, elle a le visage souriant des usines et des campagnes chinoises, où les travailleurs produisant, étudiant, et luttant en même temps, se mobilisent en toute conscience pour édifier et garantir leur propre pouvoir.

C'est pour elle que, sa vie durant, a œuvré le camarade Chou En Lai. Et c'est elle qui, toute «dépassée» qu'elle soit pour lui, s'exercera un jour sur Marchais, comme sur tous les représentants de cet ancien monde.

Jean LERMET



organisateur de la lutte armée

En Chine même, la révolution se renforce. Le jeune Parti Communiste, fondé depuis 1921, forme, à partir de 1924, un Front Uni avec le Kuomintang dirigé par Sun Yat Sen, ce qui donne une nouvelle impulsion à la lutte contre le féodalisme et l'impérialisme. Chou En Lai décide de participer à la Révolution dans son pays et part pour Canton.

Il a alors 26 ans. Ayant pris conscience de l'importance de la lutte armée, il en assure l'organisation, en tant que responsable du bureau politique de l'académie militaire de Whampou, au sein de Kuomintang, et premier responsable du Parti Communiste pour la province de Canton. A partir de cette date, le camarade Chou En Lai participera à la direction de tous les grands combats qui jalonnent l'histoire victorieuse de la Révolution chinoise.

En 1927, après l'écrasement du soulèvement de Changhaï par Tchiang Kai Chek, nouveau chef du Kuomintang, qui ordonne le mas-

sacre de milliers de révolutionnaires et de communistes, il organise l'Insurrection de Nantchang le 1^{er} août, qui marque le début de la Résistance armée contre le Kuomintang. Il est alors membre, à l'issue de V^e Congrès du PCC, du Bureau Politique, et y restera sans discontinuité. En 1931, il est aux côtés de Mao Tse Toung, dans les monts du Kiang Si. Contre tous ceux qui, au sein du PCC, voulaient maintenir la lutte révolutionnaire dans les villes, ce qui conduisait à livrer les combattants révolutionnaires aux massacres du Kuomintang, il défend activement la ligne du camarade Mao Tse Toung, décisive pour le triomphe de la Révolution chinoise : révolution agraire et création de bases révolutionnaires dans les régions rurales, encerclement des villes, puis prise des villes par les campagnes insurgées. Le camarade Chou En Lai participe à la Longue marche dans des conditions très difficiles, très sérieusement malade, alors que sa femme est elle-même atteinte de tuberculose.

lassablement à travailler pour la cause de la révolution et du peuple chinois. De son lit d'hôpital, il continuait à recevoir des dirigeants étrangers et à participer aux travaux du bureau politique du PCC et des instances dirigeantes de l'Etat.

Nous saluons la mémoire de ce dirigeant communiste prestigieux. Sa perte est immense pour la cause du peuple chinois, pour la cause de la lutte mondiale contre l'impérialisme, pour la cause du mouvement communiste international. Sa vie et son combat sont un exemple pour tous les révolutionnaires.



RAPPORT POLITIQUE AU 10^e CONGRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS

(extraits)

la ligne du IX^e Congrès

Le IX^e Congrès du Parti s'était réuni alors que la Grande Révolution culturelle prolétarienne, déclenchée et dirigée par le président Mao en personne, avait remporté une victoire grandiose. (...)

L'écrasement de la clique antiparti de Lin Piao constitue la plus grande victoire que notre Parti ait obtenue depuis le IX^e Congrès, et un coup éclatant pour les ennemis de l'intérieur et de l'extérieur du pays. Après l'incident du 13 septembre, tout le Parti, toute l'Armée ainsi que les centaines de millions d'hommes des différentes nationalités du pays ont mené des discussions sérieuses; ils ont manifesté une immense indignation prolétarienne à l'égard de Lin Piao, cet arriviste bourgeois, ce conspirateur, cet individu à double face, ce renégat et traître ainsi que de ses partisans fanatiques. Et ils ont témoigné un ferme soutien au président Mao, notre grand dirigeant, ainsi qu'au Comité central du Parti ayant à sa tête le président Mao. Un mouvement de critique de Lin Piao et de rectification du style

de travail a été développé à l'échelle nationale. Ils ont étudié consciencieusement le marxisme, le léninisme, la pensée-maotseoung et soumis à une vaste critique révolutionnaire Lin Piao et les escrocs de son espèce, dénoncé à fond, sur les plans idéologique, politique et organisationnel, leurs crimes contre-révolutionnaires, et acquis ainsi une meilleure aptitude à distinguer le vrai marxisme du faux. Les faits prouvent que la clique antiparti de Lin Piao n'était constituée que d'une poignée d'individus, extrêmement isolée dans le Parti, dans l'Armée comme parmi le peuple, et impuissante à influencer sur la situation dans son ensemble. La clique antiparti de Lin Piao n'a pas réussi à endiguer le courant révolutionnaire du peuple chinois, qui déferle impétueusement, et elle en était d'ailleurs incapable; elle n'a fait que pousser davantage tout le Parti, toute l'Armée et tout le peuple à «s'unir pour remporter des victoires encore plus grandes». (...)

dictature du prolétariat par la subversion, c'est beaucoup plus avantageux que si les propriétaires fonciers et les capitalistes entraînaient eux-mêmes en scène; cela s'avère d'autant plus exact lorsque ceux-ci jouissent, dans la société, d'un très mauvais renom. La société socialiste s'étend sur une période historique assez longue et tout au long de cette période, les classes, les contradictions de classes et la lutte de classes continuent d'exister, de même que la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste, le danger d'une restauration du capitalisme et la menace de subversion et d'agression de la part de l'impérialisme et du social-impérialisme. En tant que reflet de ces contradictions, la lutte entre les deux lignes au sein du Parti se poursuivra pendant longtemps, elle se produira encore 10 fois, 20 fois, 30 fois, et il surgira encore des Lin Piao et des individus du genre Wang Ming, Liou Chao-chi, Peng Teh-houai et Kao Kang; c'est une chose qui ne dépend pas de la volonté de l'homme. Par conséquent, tous les camarades du Parti devront être suffisamment préparés sur le plan moral à la longue lutte à venir, pour être capables, quels que soient les artifices dont puisse user l'ennemi de classe, de bien mener cette lutte en suivant ses lois propres et de la conduire à la victoire du prolétariat.

Le président Mao nous enseigne: «La justesse de la ligne idéologique et politique est déterminante en tout.» Si la ligne n'est pas juste, on est voué à l'échec, même si l'on détient la direction à l'échelon de l'autorité centrale et des instances locales et dans l'armée. Si la ligne est juste, on aura des soldats même si l'on n'en a pas encore un seul, et on aura le pouvoir même si l'on ne le possède pas encore. Voilà ce qui ressort de l'expérience historique de notre Parti aussi bien que de celle du mouvement communiste international depuis Marx. Lin Piao voulait «commander tout et disposer de tout». Résultat, il n'a rien pu commander ni disposer de quoi que ce soit. Tout dépend de la ligne. C'est là une vérité incontestable. (...)



Le président Mao a dressé le bilan de l'expérience acquise dans les dix luttes entre les deux lignes au sein du Parti, et notamment de celle de la lutte qui a abouti à l'écrasement de la clique antiparti de Lin Piao, il a appelé tout le Parti à «pratiquer le marxisme et non le révisionnisme; travailler à l'unité et non à la scission; faire preuve de franchise et de droiture, et ne pas tramer complots et intrigues». Il nous a ainsi indiqué le critère pour distinguer la ligne juste et la ligne erronée, et défini les trois principes fondamentaux que chaque communiste se doit d'observer. Chacun de nos camarades doit graver dans sa mémoire ces trois principes, s'en tenir à leur ferme application et mener activement et correctement la lutte entre les deux lignes au sein du Parti.

Le président Mao nous enseigne constamment qu'il faut prêter attention au fait qu'une tendance en couvre une autre. L'opposition à l'opportunisme de droite de Tchen Tou-sieou qui préconisait «l'union sans la lutte» couvrait l'opportunisme «de gauche» de Wang Ming — la «lutte sans l'union». Le redressement de la déviation «de gauche» de Wang Ming couvrait la déviation de droite de Wang Ming. Et la lutte contre le révisionnisme de Liou Chao-chi couvrait celui de Lin Piao. Il est arrivé bien des fois, dans l'histoire, qu'une tendance en couvrait une autre, et que lorsqu'un courant venait à se manifester, la majorité le suivait alors que quelques-uns

seulement parvenaient à y résister. Aujourd'hui, dans la lutte sur le plan international comme à l'intérieur, il peut encore surgir des tendances semblables à celles qui sont apparues dans le passé et qui consistent à oublier la lutte qu'il est nécessaire de mener contre la bourgeoisie lorsqu'on établit une union avec elle ou à oublier qu'il est encore possible, dans des conditions données, de réaliser l'union avec la bourgeoisie après avoir rompu avec elle. Et nous devons nous efforcer, autant que possible, de les déceler et de les corriger à temps; et lorsqu'une tendance erronée se manifeste avec la violence d'un raz-de-marée, il ne faut pas craindre de se trouver isolé, il faut avoir l'audace d'aller à contre-courant et de tenir tête coûte que coûte. Le président Mao a dit: «Aller à contre-courant est un principe du marxisme-léninisme.» Le président Mao en est précisément le représentant au cours des dix luttes entre les deux lignes au sein du Parti; il est l'éducateur qui, dans ces luttes, a eu l'audace d'aller à contre-courant et de maintenir la ligne juste. Chacun de nos camarades doit bien prendre exemple sur le président Mao et s'en tenir à ce principe. (...)

la situation et nos tâches

La prise de conscience du tiers monde et la croissance de sa force constituent un événement de grande importance dans les relations internationales de notre temps. Le tiers monde a resserré ses rangs dans la lutte contre l'hégémonie et la politique du plus fort pratiqués par les superpuissances, et joue un rôle accru dans les affaires internationales. Les grandioses victoires remportées par les trois peuples du Viet Nam, du Laos et du Cambodge dans leur guerre de résistance à l'agression américaine, pour le salut national, encouragent puissamment les peuples du monde dans leur lutte révolutionnaire contre l'impérialisme et le colonialisme. Une nouvelle situation s'est créée dans la lutte du peuple coréen pour la réunification indépendante et pacifique de la patrie. La lutte menée par le peuple palestinien et les autres peuples arabes contre l'agression du sionisme israélien, la lutte des peuples africains contre le colonialisme et la discrimination raciale, ainsi que la lutte opiniâtre engagée par les peuples latino-américains pour l'établissement des eaux territoriales ou des zones économiques à 200 milles marins, poursuivent toutes leur progression. La lutte menée par les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine pour conquérir et défendre l'indépendance nationale, préserver la souveraineté d'Etat et les ressources nationales continue à se développer en largeur et en profondeur. La juste lutte du tiers monde et celle que mènent les peuples d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Océanie se soutiennent et s'encouragent mutuellement. Les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération, et les peuples veulent la révolution; c'est d'ores et déjà devenu un courant irrésistible de l'histoire.

Lénine a dit: «Ce qui est l'essence même de l'impérialisme, c'est la rivalité de plusieurs grandes puissances tendant à l'hégémonie.» Aujourd'hui, ce sont notamment les Etats-Unis et l'Union soviétique, ces deux superpuissances nucléaires, qui se disputent l'hégémonie. Ils prêchent à tout bout de champ le désarmement, mais en fait, ils procèdent tous les jours à l'expansion des armements; leur but est de se disputer l'hégémonie dans le monde. Ils se disputent tout en collaborant. Et lorsqu'ils entrent en collusion, c'est en vue d'une rivalité encore plus acharnée. La rivalité est absolue et de longue durée, tandis que la collusion est relative et temporaire. La proclamation de l'année de l'Europe et la tenue de la conférence de sécurité européenne démontrent que sur le plan stratégique, le point clé de leur rivalité, c'est l'Europe. (...)

«Le peuple, le peuple seul, est la torce motrice, le créateur de l'histoire universelle.» L'ambition que nourrissent les deux superpuissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique, est une chose. Et la

question de savoir si elles sont en mesure de la réaliser en est une autre. Elles voudraient dévorer la Chine, mais pas moyen de l'entamer; pas moyen non plus d'entamer l'Europe et le Japon, sans parler du vaste tiers monde. Sorti vaincu de la guerre d'agression contre la Corée, l'impérialisme américain a dès lors vu s'amorcer son déclin; il a admis publiquement sa décadence accrue et a été obligé de se retirer du Viet Nam. La clique dirigeante révisionniste soviétique, de Khrouchtchev à Brejnev, a fait dégénérer, au cours des 20 années écoulées, un Etat socialiste en un Etat social-impérialiste. A l'intérieur, elle a restauré le capitalisme, exercé une dictature fasciste et soumis à l'asservissement le peuple des différentes nationalités, si bien que les contradictions politique, économique et nationale s'exacerbent de jour en jour; à l'extérieur, elle a envahi et occupé la Tchécoslovaquie, massé des troupes le long de la frontière chinoise, envoyé des troupes stationner en République populaire de Mongolie, apporté son soutien à la clique traîtresse de Lon Nol et réprimé la révolte des ouvriers polonais, elle s'est immiscée dans les affaires de l'Egypte, ce qui a entraîné l'expulsion de ses experts, elle a démembré le Pakistan et entrepris des activités subversives dans de nombreux pays d'Asie et d'Afrique. Autant d'actes qui ont projeté une lumière crue sur son visage hideux de nouveau tsar, sur sa nature réactionnaire: «socialisme en paroles, impérialisme dans les faits». Plus le révisionnisme soviétique commet de méfaits et d'infamies, plus proche sera le jour où il se verra relégué dans le musée de l'histoire par le peuple soviétique et les autres peuples du monde.



Nous ne pouvons manquer de souligner ici qu'il importe de faire la distinction entre d'une part la collusion et les compromis réalisés par le révisionnisme soviétique avec l'impérialisme américain et, d'autre part, les compromis nécessaires que les pays révolutionnaires passent avec les pays impérialistes. Lénine a bien dit: «Il y a un compromis et un compromis. Il faut savoir analyser la situation et les conditions concrètes de chaque compromis ou de chaque variété de compromis. Il faut apprendre à distinguer entre l'homme qui a donné aux bandits de l'argent et des armes pour diminuer le mal causé par ces bandits et faciliter leur capture et leur exécution, et l'homme qui donne aux bandits de l'argent et des armes afin de participer au partage de leur butin.» (La Maladie infantile du communisme (le «gauchisme»)) Le traité de Brest-Litovsk conclu par Lénine avec l'impérialisme allemand appartient à la première catégorie; tandis que les faits et gestes de Khrouchtchev et Brejnev, qui ont trahi Lénine, rentrent dans la seconde.

Lénine a fait remarquer à maintes reprises que l'impérialisme, c'est l'agression, c'est la guerre. Dans sa déclaration du 20 mai 1970, le président Mao a signalé: «Le danger d'une nouvelle guerre mondiale demeure et les peuples du monde doivent y être pré-



parés. Mais aujourd'hui, dans le monde, la tendance principale, c'est la révolution.» Tant que les peuples du monde, qui deviennent toujours plus conscients, discernent nettement l'orientation à suivre, redoubleront de vigilance, renforceront leur solidarité et persévéreront dans la lutte, il sera possible de conjurer la guerre. Si l'impérialisme déclençait envers et contre tout une guerre, celle-ci ne pourrait que provoquer, à l'échelle mondiale, des révolutions de plus grande envergure et accélérer ainsi sa propre ruine.

Maintenant qu'une situation excellente règne tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, il est d'une haute importance de mener à bien les affaires de la Chine. Ainsi, sur le plan international, notre Parti doit s'en tenir à l'internationalisme prolétarien et à sa politique conséquente, s'unir plus étroitement avec le prolétariat et les peuples et nations opprimés du monde, avec tous les pays victimes de l'agression, de la subversion, de l'intervention, du contrôle et des vexations de l'impérialisme pour former le front uni le plus large contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme, en particulier contre l'hégémonie des deux superpuissances, les Etats-Unis et l'Union soviétique. Nous devons nous unir avec tous les partis et groupements marxistes-léninistes authentiques du monde pour mener jusqu'au bout la lutte contre le révisionnisme moderne. Sur le plan intérieur, nous devons nous conformer à la ligne et aux principes politiques fondamentaux définis par le Parti pour toute la période historique du socialisme, persévérer dans la continuation de la révolution sous la dictature du prolétariat, unir toutes les forces susceptibles d'être unies et travailler à faire de notre pays un puissant Etat socialiste, afin d'apporter une contribution plus grande à l'humanité. (...)

Camarades,

Nous devons nous rendre compte que, bien que nous ayons obtenu de grands succès dans la révolution et l'édification socialistes, nous sommes toujours en retard sur ce que la situation objective attend de nous. La tâche de la révolution socialiste en Chine demeure très lourde; celle de la Grande Révolution culturelle prolétarienne dans le domaine de la lutte-critique-réforme doit être poursuivie en profondeur sur tous les fronts. Il nous faut encore déployer des efforts afin de remédier aux insuffisances et aux erreurs ainsi qu'à certaines tendances néfastes existant dans notre travail. Tout le Parti doit saisir l'occasion propice qui se présente actuellement pour consolider et développer les acquis de la Grande Révolution culturelle prolétarienne et mener à bonne fin le travail dans les différents domaines. (...)

L'avenir est radieux, mais la voie est sinueuse. Que tout le Parti s'unisse, que le peuple de toutes nos nationalités s'unisse, qu'ils s'arment de résolution, ne reculent devant aucun sacrifice et surmontent toutes les difficultés pour remporter la victoire!

Vive le grand, glorieux et juste Parti communiste chinois!

Vive le marxisme, le léninisme, la pensée-maotseoung!

Vive le président Mao, qu'il vive très longtemps!

Message du Bureau Politique du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste)

Au Président Mao Tsé Toung au Comité Central du Parti Communiste Chinois

Le Bureau Politique du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste), profondément ému par la mort du camarade Chou En Lai, présente au Président Mao Tsé Toung, au Comité Central du Parti Communiste Chinois et à tout le peuple chinois, ses condoléances les plus sincères.

Le camarade Chou En Lai a passé toute sa vie à combattre pour la cause du communisme et la victoire de la révolution. Il a apporté une contribution inestimable à l'édification et au développement de son Parti, le Parti Communiste Chinois, à l'édification de l'armée du peuple chinois, à la victoire de la révolution de démocratie nouvelle comme à l'édification de la Chine nouvelle, travaillant avec un dévouement total pour l'application de la ligne révolutionnaire du président Mao. Il a consacré encore une part importante de son travail révolutionnaire à l'union de tout le peuple chinois, à la victoire de la grande révolution culturelle prolétarienne et au développement du mouvement de critique contre Lin Piao et Confucius pour la consolidation de la dictature du prolétariat en Chine.

Il est une chose que tous les peuples du monde n'oublieront jamais, c'est sa contribution à la lutte contre l'impérialisme, le social-impérialisme et le révisionnisme moderne, au renforcement de l'union des forces révolutionnaires des peuples du monde.

Pour les marxistes léninistes de notre pays, pour le peuple français parmi lequel il a vécu, la vie de lutte du camarade Chou En Lai restera un exemple éminent.

Recevez, camarades, nos condoléances les plus émuës; croyez en notre ferme attachement à la cause qu'a toujours défendue le camarade Chou En Lai.

message du Quotidien du Peuple

Avec la mort du camarade Chou En Lai, c'est un grand révolutionnaire prolétarien et un très éminent combattant communiste qui disparaît. Toute sa vie, il s'est consacré avec dévouement et abnégation à la lutte pour le succès de la révolution. Sous la direction du président Mao Tsé Toung, il a contribué à l'édification du Parti Communiste, de l'armée du peuple, du socialisme, à la victoire de la grande révolution culturelle prolétarienne et du mouvement critique de Lin Piao et de Confucius, à la consolidation de la dictature du prolétariat, en Chine; il a contribué au renforcement de l'union des forces révolutionnaires internationales dans la lutte contre l'impérialisme, le social-impérialisme et le révisionnisme moderne.

Pour tous les peuples du monde, et en particulier pour le peuple de France qu'il a bien connu, parmi lequel il a travaillé, le camarade Chou En Lai laissera le profond souvenir d'un grand révolutionnaire prolétarien d'un grand dirigeant communiste.

Le Quotidien du Peuple, son comité de rédaction et ses lecteurs, adressent au Président Mao Tsé Toung, au Parti Communiste Chinois, ses condoléances les plus émuës pour cette grande perte.

la victoire que constitue l'écrasement de la clique antiparti Lin Piao

En ce qui concerne le processus de la lutte qui a écrasé la clique antiparti de Lin Piao, et les crimes de cette clique, tout le Parti, toute l'Armée et tout le peuple sont au courant. C'est pourquoi il n'est pas besoin d'en traiter ici en détail.

Le marxisme-léninisme nous apprend que la lutte dans le Parti est le reflet en son sein de la lutte de classes dans la société. Après l'effondrement de la clique du renégat Liou Chao-chi, la clique antiparti de Lin Piao s'est portée sur la scène en vue de poursuivre l'épreuve de force avec le prolétariat; c'est précisément une manifestation aiguë de la lutte de classes acharnée à l'intérieur et à l'extérieur du pays. (...)

Lin Piao et la poignée de ses partisans fanatiques formaient une clique de conspirateurs contre-révolutionnaires qui «avaient toujours le recueil des citations à la main et les vivats à la bouche et vous prodiguaient en face des paroles élogieuses pour vous poignarder dans le dos». L'essence de leur ligne révisionniste contre-révolutionnaire et leur but criminel dans le déclenchement d'un coup d'Etat armé contre-révolutionnaire se ramènent à ceci: usurper le pouvoir suprême du Parti et de l'Etat, trahir totalement la ligne du IX^e Congrès, modifier radicalement la ligne et les principes politiques fondamentaux définis par le Parti pour toute la période historique du socialisme, faire du Parti communiste chinois, marxiste-léniniste, un parti révisionniste, fasciste, renverser la dictature du prolétariat par la subversion et restaurer le capitalisme. A l'intérieur du pays, ils ont voulu remettre en selle la classe des propriétaires fonciers et la bourgeoisie que notre Parti, notre Armée et notre peuple dirigés par le président Mao avaient eux-mêmes renversés, et instaurer une dictature fasciste féodale et compradore. Sur le plan international, ils ont voulu capituler devant le social-impérialisme révisionniste soviétique et se sont unis à l'impérialisme, au révisionnisme et à la réaction pour s'opposer à la Chine, au communisme et à la révolution. (...)

Camarades,

En l'espace d'un demi-siècle, notre Parti a connu dix importantes luttes entre les deux lignes. L'écroulement de la clique antiparti de Lin Piao ne signifie pas la fin de la lutte entre les deux lignes au sein du Parti. Nos ennemis, dans le pays et à l'étranger, savent tous que c'est de l'intérieur que les forteresses s'enlèvent le plus facilement. Que les responsables infiltrés au sein du Parti et engagés dans la voie capitaliste travaillent à renverser la



TACHAI le fer de lance de la lutte pour l'édification du socialisme

En 1974, Mao Tsé Toung lançait le mot d'ordre «*que tout le pays se mette à l'école de Tachai*». Pourquoi apprendre de Tachai ? C'est ce que nous allons essayer d'expliquer ici en quelques mots.

Tachai, nom magique et célèbre, pour ceux qui connaissent un peu l'histoire de ce village, c'est la victoire de l'homme contre la nature, mais c'est aussi, dans le domaine de la politique agricole, l'exemple même de la lutte entre les deux voies.

Tachai, c'est une petite brigade, située dans une vieille région révolutionnaire, la province du Chan-si. En 64, Mao déclarait qu'il fallait : «*dans l'agriculture, apprendre de Tachai*» parce que cette petite brigade avait accompli des miracles en transformant un territoire entier caillouteux et désertique, ravagé par la sécheresse, en l'une des régions les plus florissantes de la Chine. C'est à l'obstination de Chen Yung Kuei, secrétaire local du Parti Communiste que l'on doit l'histoire des efforts d'une société pour passer du féodalisme au socialisme, des résistances auxquelles ceux-ci se sont heurtés, jusqu'au plus haut échelon de la direction du Parti, pour vaincre. Tachai s'est, dès le départ lancé dans la voie révolutionnaire de ceux qui comptent sur leur propre force et osent lutter.

LA LUTTE ENTRE LES DEUX VOIES

C'était l'époque où Liu Chao Chi encourageait le développement de cultures privées, de l'agricultu-

re individuelle, politique que les habitants de Tachai ont systématiquement repoussée. Alors que les brigades et communes qui suivaient la voie de Liu Chao Chi voyaient leur production baisser et leurs membres se décourager, les champs

poursuivaient pendant plusieurs années, et malgré les catastrophes naturelles (en 56, les eaux emportèrent tout) permit à la brigade de remporter des victoires et de produire suffisamment pour vendre une partie de sa récolte à l'Etat.

avait pas de mort, réunit la brigade. Celle-ci adopte une résolution, celle des «trois refus» : pas d'argent de l'Etat, pas de céréales de l'Etat, pas de secours matériel de l'Etat.

Elle élabore un plan de reconstruction en 5 ans, et de modernisation en 10 ans.

Les membres de la brigade partirent aux champs, redressèrent les épis, les attachèrent à des tuteurs. Finalement, la récolte de maïs produisit 2,25 t. à l'acre et le revenu des habitants resta le même. Ils réussirent même à vendre 120t. de grains à l'Etat.

UN PAYSAGE NOUVEAU

En 73, les collines couvertes de terrasses et les vallées cultivées avaient définitivement remplacé un paysage jadis rude et désert, les champs de blé et de maïs ondulaient sous le vent, bordés de nombreux canaux d'irrigation. Un paysage totalement nouveau avait été façonné ; le bourg avait été reconstruit de bâtiments à un ou deux étages séparés par quelques saules pleureurs.

Tachai venait pourtant de traverser une nouvelle épreuve, la sécheresse : pas une goutte de pluie n'était tombée en 300 jours. Mais en même temps qu'elle avait reconstruit ses terrasses et ses habitations, la brigade avait prévu la constitution de réserves d'eau qu'elle avait construites avec l'aide de l'armée Populaire de Libération. Ces réserves lui ont permis d'assurer

une production normale malgré cette nouvelle catastrophe naturelle.

Aujourd'hui, toute la Chine s'est mise à l'école de Tachai : compter sur ses propres forces, oser lutter, y compris à contre

courant, s'il le faut, pour édifier un pays neuf, un homme nouveau, pour la victoire du socialisme et du pouvoir des ouvriers et des paysans.

Christine VAIVRE



de Tachai produisaient de plus en plus, les collines rocheuses cédaient la place à des terrasses cultivées. Par quel miracle ? Au lieu d'investir le revenu de lopins privés dans le marché noir, les membres de la brigade avaient tout mis en œuvre pour cultiver et enrichir la terre. Dès 53, Chen Yung Kuei, à la tête d'une cinquantaine d'hommes entreprit et réussit la construction en 6 semaines de quelques murettes en pierre et de terrasses. Ce travail se

LES «TROIS REFUS»

Le meilleur exemple de la détermination des habitants de Tachai et de leur volonté de construire le socialisme, c'est la lutte qu'ils ont menée en 63. Alors que pour la première fois, depuis 3 ans, la Chine connaissait une année normale pour la production agricole, Tachai fut ravagé par des inondations qui détruisirent tout, y compris 97% des habitations. Chen Yung Kuei, après s'être assuré qu'il n'y



APRÈS LA MORT DE CHOU EN LAI ILS DÉCLARENT...

Roger Pic (cinéaste)

«*Parmi les grands dirigeants que j'ai pu rencontrer, ce qui m'a frappé c'est sa simplicité et sa gentillesse particulière rendant le contact très amical et très facile. Je l'ai vu trois fois : à Pékin, à Djakarta et à l'occasion de la Conférence de Bandung, où je l'avais interviewé. C'était un personnage remarquablement intelligent, fin et discret. La dernière fois que je l'ai vu, je faisais un reportage avec Sihanouk à Pékin. Et il s'était volontairement effacé derrière Sihanouk*

pour me faciliter le travail, sachant que je faisais le reportage sur Sihanouk.

La disparition de Chou En Lai ne doit poser aucun problème particulier pour la poursuite de la politique de la Chine. Car le problème de la succession des grands dirigeants est préparé par le peuple chinois qui s'est mobilisé pour la poursuite de l'édification du socialisme ; car la ligne politique est définie parfaitement clairement. Il ne faut pas attendre de bouleversement dans la politique de la Chine.»

Régis Bergeron (écrivain)

Régis Bergeron, écrivain, a effectué de larges séjours de travail en Chine.

«*Avec Chou En Lai disparaît un des hommes qui ont le plus marqué le demi-siècle écoulé. Comme il le disait, il y a quatre ans, à un écrivain désireux d'écrire sa biographie, celle-ci s'est toujours confondue avec la vie de son Parti, le glorieux Parti Communiste Chinois, avec l'histoire de la Révolution Chinoise.*

Cette modestie, c'est aussi, une façon de vous dire qu'après la disparition de l'homme Chou En Lai, le Parti continuerait, la révolution se poursuivrait. La part prise par Chou En Lai, au cours de ces dernières années, contre la théorie du «génie» mise

en avant par Lin Piao s'inscrit dans cette logique. Nous n'en oublions pas moins que le marxisme ne sous-estime pas le rôle des individus dans l'histoire ; et le rôle de Chou En Lai dans l'histoire, durant 50 ans membre de la direction du Parti Communiste Chinois, fut décisif pour conduire à la victoire les masses populaires chinoises, dont il pensait comme le Président Mao Tse Toung qu'elles seules font l'histoire. Toutes les activités de Chou En Lai, qu'il s'agisse de politique intérieure ou de politique étrangère, étaient placées, sous le signe de la fidélité la plus intransigeante à la ligne révolutionnaire impulsée par le président Mao Tsé Toung.»

LES COMMENTAIRES DE LA PRESSE BOURGEOISE

La mort du camarade Chou En Lai est l'occasion, pour la presse bourgeoise, de commentaires divers, qui, pourtant s'accordent sur le fond. En premier lieu, la stature du grand révolutionnaire impose le respect : il écrase bien évidemment, par l'ampleur de la lutte historique qu'il incarne, tous les commentateurs de la bourgeoisie. Et ils n'osent que des allusions perfides, évitant de cracher ouvertement leur haine du communisme chinois.

On retrouve dans «France-Soir», «le Figaro», les mêmes efforts pour faire passer Chou En Lai, pour un homme différent des autres révolutionnaires chinois, qui n'aurait pas été à la tête de la lutte pour l'édification socialiste.

Le général Guillerma,

dans «le Figaro», le décrit «*mesuré et parfois même sincère, d'une courtoisie qui procédait à la fois de ses origines mandarinales et de sa technique*», pendant que «l'Aurore» s'attarde sur ce qu'elle appelle «sa grande finesse», sont caractéristiques d'un habile manœuvrier. Les journalistes bourgeois voudraient réduire Chou En Lai à un «fin diplomate» et nier qu'il était un diplomate révolutionnaire, aux méthodes, aux buts diamétralement opposés à la diplomatie bourgeoise.

Alors qu'il fut chargé de présenter le rapport au X^e Congrès du PCC, approfondissant les acquis de la Révolution culturelle, tous ces journalistes présentent Chou En Lai comme un homme «*au-dessus de la mêlée*» : de «Libération», qui le décrit comme «*survivant à toutes les*

tempêtes» du «Figaro» qui parle d'une «*avocation de médiateur*», la presse capitaliste essaye de travestir à la hâte la réalité de son action politique, celle d'un défenseur éminent de la voie prolétarienne en Chine.

Pour «le Figaro», Chou En Lai «*pesait chaque fois dans le sens du réalisme, mais faisant aussi la part de l'inévitable*» : Guillerma insinue de prétendues oppositions entre Chou En Lai et Mao Tse Toung qu'il gratifie de «*poussées irrationnelles*». Devant «le désordre» dont parle «l'Aurore», Chou En Lai, dans la vision posthume rassurante qu'elle voudrait en donner, incarnerait la stabilité, le réalisme, tout ceci, bien évidemment au-dessus des classes.

La palme de la falsification revient cependant,

comme on s'y attendait, à «l'Humanité» : pour ce journal qui se dit communiste, la dénonciation du révisionnisme et du social impérialisme est effectivement le crime suprême : contrairement à la réalité de l'unité du peuple chinois autour du PCC, ils parlent d'une «*faction maoïste isolée et menacée*». Ils embouchent bien évidemment les trompettes de Brejnev sur la «*politique étrangère maoïste*», les prétendues «*conceptions aventuristes doublées de prétentions hégémoniques*» de la Chine.

Les journalistes bourgeois montrent tous, en filigrane, ce qu'ils veulent éviter : que la vie et l'action de ce grand combattant est un exemple pour notre peuple.

Paul LEFORT

CANNES

Après la reprise à Alcoa-Marine ...

«A Alcoa-Marine, comme ce fut le cas chez Grandin à Montreuil, chez Titan-Coder à Marseille, ou chez Pygmi-Radio à Saint-Denis, ce sont les travailleurs qui, en luttant pour le droit au travail, pour la vie de leur entreprise, ont fait la preuve concrète de... leur sens de l'intérêt national. Ce que le régime des monopoles avait condamné à disparaître, ils l'ont sauvé. C'est aux travailleurs d'Alcoa-marine que l'entreprise doit de pouvoir rouvrir ses portes. C'est le premier volet, son aspect essentiel, de cette victoire !»

Voilà comment le journal local du P.C.F. présente la reprise à Alcoa-Marine ! Mettre en avant les questions économiques, la sauvegarde du «potentiel matériel de la France», voilà qui compte plus pour eux que les travailleurs. Et en effet, cette reprise ressemble beaucoup à celle de Grandin, où seulement 156 personnes sur 500 avaient été

383 jours après le début de la lutte, ALOA Marine a rouvert. L'entreprise, qui fabriquait des voiliers, devrait ajouter à cette production des bateaux de plus grande taille, équipés de moteurs. Le nouveau patron est un des directeurs de Cadillac. Pour les travailleurs, pour la classe ouvrière, est-ce que cette reprise est une réelle victoire ?

reprises, sur la base de la «priorité à celles qui ont occupé». A Alcoa-Marine, sur plus de 250 travailleurs avant la fermeture, 44 ont été repris le 5 janvier, 53 autres suivant un stage de formation pendant un an. Les autres, la presse locale prétend qu'ils ont retrouvé du travail. Quant au «Patriote», journal local du P.C.F., il n'en dit pas un mot ! Bel exemple, sans doute, du mot d'ordre des faux communistes, «pas de licenciement sans reclassement».

Notons que parmi les 44 premiers repris, 25 sont des cadres et agents de maîtrise, qui n'ont jamais participé à la lutte et, la direction du syndicat claironne partout que ceux qui sont repris sont ceux qui ont participé à la lutte

jusqu'au bout. Elle a accepté de participer à la désignation des réintégré, en deux mots, de faire l'embauche avec le patron !

Si une telle division a été possible, la responsabilité des révisionnistes, qui ont dirigé la lutte, est écrasante. Il y a un an, quand débutait l'occupation, les ouvriers étaient nombreux à y participer, les réunions rassemblaient la grande majorité des travailleurs. Mais rien n'a été fait pour mobiliser vraiment les ouvriers d'Alcoa, leur donner des perspectives de lutte. Des ouvriers nous ont dit : «on aurait bien voulu qu'il y ait des discussions sur le socialisme, mai 68, et la crise, mais tout ce qui a été fait, c'est la projection d'un film de la CGT sur Lip». Quand on connaît le rôle de la direction CGT à Lip, on comprend que ce film n'ait pas pu apporter beaucoup de perspectives aux travailleurs.

Que dire aussi de la façon d'envisager le soutien ? Pourtant, la zone industrielle et les quartiers populaires sont tout proches. Mais rien n'a été fait dans cette direction. Ainsi, rapidement, les réunions générales n'ont plus eu lieu, le conseil syndical a pris toutes les décisions

sans consulter personne, les ouvriers ont déserté l'usine, n'ayant souvent d'autre perspective que de tenter de retrouver du travail ailleurs.

Après que les faux communistes eurent réussi à en faire une lutte minoritaire, ils se sont lancés dans des actions d'éclat espérant ainsi faire illusion (blocage du train bleu, intervention au Festival de Cannes...). Ce qui est criminel, c'est qu'ils ont brisé l'unité des travailleurs. C'est ce qui leur a permis d'imposer le mot d'ordre de division «priorité à ceux qui ont lutté». Mais leurs chants de victoire sont destinés avant tout, à faire taire les questions que se posent les travailleurs d'Alcoa. Comment expliquer que, dans ce qu'ils considéraient comme leur fief, ils se sentaient si mal à l'aise devant les ouvriers, pour expliquer la lutte, qu'ils fuyaient nos questions ? «Le P.C.F. n'a pas l'air de vous aimer», dirent les ouvriers. «C'est normal qu'ils ne veuillent pas discuter, parce qu'on était en train de dire qu'il y avait peu de monde dans les actions, et ça ne leur plaît pas du tout».

Bien sûr, la majorité des ouvriers ressentent la reprise comme une victoire. Mais l'accueil qui nous a été réservé, les questions qu'ont exprimées les travailleurs, montrent la fragilité de l'emprise révisionniste.

Correspondant

La Roche-sur-Yon



Esswein

Ils étaient près de 2 000, le 8 janvier, à manifester à l'appel de l'inter-syndicale CGT et CFDT dans les rues de la Roche-sur-Yon, aux cris de «Négociations, oui, répression, non», «Du fric, pas des flics».

Cette manifestation était la riposte des travailleurs d'Esswein et de la Vendée à l'intervention des gardes mobiles à l'usine, mardi dernier. Ce fut aussi l'occasion de réaffirmer leur volonté de lutte et leur haine envers la direction qui refuse toujours de céder «Brisset (directeur du personnel), salaud, le peuple aura ta peau», «5^e semaine de congés payés, diminution des cadences, pouvoir d'achat égal pour tous !».

La répression qui s'abat sur les travailleurs d'Esswein ne fait que renforcer leur unité et leur détermination.

les flics interviennent contre les marins-pêcheurs

Les marins-pêcheurs de Vendée ont décidé de passer à l'action. Depuis plusieurs mois, l'augmentation du fuel, les importations de merlus d'Espagne par exemple, ne font qu'aggraver leur situation. Jeudi, ils étaient plusieurs centaines, venus manifester devant la préfecture de la Roche-sur-Yon pour porter une motion de protestation. L'entrevue étant prévue vers les 15 heures, ils furent assez mécontents de trouver les portes closes en arrivant, lorsqu'enfin la porte fut ouverte, très discrètement, pour laisser passer les délégués, ce fut la bousculade. Les marins commencèrent à lancer des fusées en direction des fenêtres de la préfecture où des forces importantes étaient prêtes à intervenir.

Lorsque les marins-pêcheurs virent devant eux la voiture du directeur du Cabinet, la réaction fut immédiate : elle fut rapidement retournée et saccagée. A ce moment, des fenêtres de la préfecture, des gendarmes mobiles affolés, tirèrent sans aucune sommation un nombre important de grenades lacrymogènes, blessant grièvement un journaliste de «Ouest-France».

Dans l'atmosphère suffocante des gaz lacrymogènes, les marins-pêcheurs durent se replier, satisfaits néanmoins d'avoir montré en cette journée, leur détermination à ne pas accepter les hausses et les importations.

L'un d'eux concluait : «Cette action n'est qu'un aperçu de ce que nous pourrions faire si la situation ne se transforme pas.»

VET-FRANCE (LISIEUX)

Les 130 grévistes se réunissent ce matin dans l'usine occupée pour envisager la situation après les décisions du tribunal des référés. Celui-ci ordonne, bien sûr, l'expulsion, répondant ainsi aux sollicitations de la direction et des jaunes. Le patron, qui dirige les opérations depuis le siège social de Limoges, avait déjà envoyé, il y a quelques jours, une lettre recommandée à chaque ouvrier gréviste, lui indiquant qu'elle avait rompu, de sa propre initiative, le contrat de travail qui la liait à Vet-France. En d'autres termes, c'est maintenant d'un licenciement massif qu'il s'agit ! La direction refuse toute négociation, y compris celle de l'Union Locale CGT qui proposait, de son propre chef, d'évacuer l'usine en échange du dialogue. Ces manoeuvres n'ont pas empêché les ouvrières de continuer la lutte pour le 13^e mois, une augmentation de 6 % et le rétablissement de la prime de production.

le chômage au quotidien

"à partir du moment où tu es chômeur, tu as toujours tort"

10 h 30 devant l'ANPE de Caen. Comme tous les jours, il y a du mouvement. Des dizaines de chômeurs vont pointer. Beaucoup de jeunes dans ce va-et-vient incessant. Justement, trois jeunes sortent du luxueux immeuble. Apparemment, ils connaissent bien les lieux et savent où ils vont. Au moment où ils montent sur leurs mobylettes, je m'approche « Salut les gars, je suis du Quotidien du Peuple, je fais une enquête sur le chômage des jeunes. Si vous avez un moment de libre, j'aimerais discuter un peu avec vous ». Du temps, ils en ont. A vrai dire, ils ne savent plus très bien quoi en faire de leur temps. On se retrouve dans un café devant un verre et la discussion s'engage.

Qdp : Ça fait longtemps que vous êtes au chômage ?

Daniel : on y est tous les trois depuis un an, pour raisons économiques, comme ils disent. On est dans le bâtiment, tu sais là-dedans une fin

de chantier, on te licencie.

Qdp : Comment passez-vous vos journées ?

Michel : le matin, on fait les annonces, on va dans les boîtes, on en fait



L'inquiétude devant le chômage.

quelques-unes tous les jours. Maintenant, on connaît toutes les boîtes de Caen. C'est toujours pareil : la place est prise, on n'a pas la qualification, on ne plaît pas... Quand on a fait une bonne tournée, on rentre ou alors on va dans un café, si on a un peu de fric.

Qdp : Ça doit être démotivante de courir après les places et de se les voir toujours refuser.

Michel : il y a des moments on a envie de leur

gueuler qu'on en a marre, qu'ils nous prennent pour des moins que rien.

Daniel : Il y a autre chose qui est démoralisant et en plus humiliant, c'est les heures d'attente pour le moindre papier, et il y en a, des papiers à remplir. Dans les bureaux,

que ce soit l'ANPE, les ASSEDIC, ou autres, ils nous regardent de haut, parce qu'on est chômeurs.

Qdp : Le fait que vous soyez au chômage, quels problèmes ça pose dans la famille ?

Daniel : les parents crient après nous. Ils ne croient pas qu'on cherche vraiment du boulot. Ils pensent qu'on tire notre flème au café.

Qdp : Et les gens dans votre entourage, comment vous jugent-ils ?

Michel : Alors là, n'en parlons pas. On est des fainéants, ils nous ont jamais vu travailler, ce sont eux qui paient pour nous... On peut pas discuter. Pour eux, c'est de notre faute. On travaille pas parce qu'on veut bien.

Qdp : Comment expliquez-vous cela ?

Daniel : Ils ont jamais été au chômage, ils ne peuvent pas savoir ce que

c'est. De toute façon, à partir du moment où tu es chômeur, t'as qu'à t'écraser, tu as toujours tort.

Michel : A nous traiter comme ça de partout, ils nous pousseraient à faire des conneries. Par moments, j'ai envie de partir, d'aller n'importe où, même loin pourvu que j'aie du travail et que je n'aie pas ces reproches sans arrêt.

Qdp : On accuse beaucoup les jeunes de sombrer dans la délinquance.

Daniel : c'est vrai qu'il y en a qui piquent. Mais c'est pas étonnant même si c'est pas une solution. Mais imaginez un peu, avec à peu près 300 F. par quinzaine, quand t'as payé ta piaule... Nous ça va parce qu'on est chez les parents, mais ceux qui sont tous seuls, faut bien qu'ils bouffent. Ils vont pas se laisser crever de faim. Après tout, c'est pas de leur faute s'ils sont dans cette situation.

Alain : En plus, il y a les flics. Moi, l'autre fois, ils m'ont arrêté en mobylet-

te. Quand j'ai dit que j'étais chômeur, ils m'ont engueulé en me disant qu'à mon âge, eux ils travaillaient.

C'est ce sentiment d'isolement qui domine quand ils parlent. On sent qu'ils sont écoeurés. Pourtant, ils ne se trompent pas de cible quand je leur demande : « A votre avis, qui est responsable de tout cela ? » ils répondent unanimement : « Ca sont les patrons ! » et Michel ajoute : « Quand tu veux réclamer quelque chose, personne n'est jamais responsable. On t'envoie de bureaux en bureaux et on te fait comprendre que vu que tu es chômeur, faut mieux la boucler ».

Ils voudraient bien faire quelque chose mais que ça serve : « l'autre jour il y avait une manifestation, on y serait bien allé, mais on allait voir pour une place. Au point où on en est, il faudrait faire beaucoup de bruit même casser des carreaux ou autre chose pour qu'ils se préoccupent de notre situation ».

UN AN
APRÈS

les implications politiques de la réforme de l'ORTF

Giscard est «content» de la télévision. Il l'a expliqué à Roger Giquel, venu lui lécher les bottes dans un récent interview. La télévision serait tellement libre qu'elle gênerait même parfois le gouvernement... Il est vrai que depuis l'éclatement de l'ORTF, (qui avait abouti, il ne faut pas l'oublier à un grand nombre de licenciements), certains aspects de la télévision ont changé : «personnalisation» des journaux télévisés, multiples débats et mises en scène de politiciens, abondance de films... Nous publions aujourd'hui une étude sur quelques aspects politiques et idéologiques de cette réforme.

Cette réforme visait à donner l'illusion que le gouvernement acceptait de bonne grâce de casser son monopole sur l'ORTF, de créer des chaînes de radio et de télé concurrentes où des points de vue différents pourraient s'exprimer, où la démocratie fonctionnerait à plein.

En fait son sens véritable était de maintenir le monopole de diffusion de la bourgeoisie, sur les chaînes télé et radio, de s'assurer à travers la société française de production le contrôle de la production cinématographique, de l'audio-visuel et de l'information en général, bref, de renforcer son pouvoir.

«Cinéma et télévision s'interpénètrent de plus en plus. On voit de plus en plus de films à la télé (achetés à des coûts très bas, relativement aux prix des films) ce qui fait qu'on ne voit presque plus de dramatiques, mais beaucoup plus de films impérialistes américains, cow boys ou policiers). Mais dans le même temps la société française de production (l'une des 7 sociétés de la nouvelle télévision) va pouvoir produire des films destinés aux salles de cinéma. Le directeur de la FCP, J.C. Edeline est lié au groupe qui contrôle le principal circuit d'exploitation des films en France : l'UJC (800

salles sur 4000 environ). Dans le même sens on note le développement de co-productions cinéma-télévision, l'aide financière accrue de la télé au

comme monopole au cas où elle aurait à gérer le système ; que dans ce cas la concurrence continue de s'exercer, le débat de subsister !

C'est pourquoi la réforme de l'ORTF provoque de tels remous à «gauche». On entendit hurler à la mort du «service public», alors qu'il n'y avait que modification d'un instrument qui a toujours été au service de la bourgeoisie (et qui le montrait un peu trop). D'ail-

pourraient être fabriqués par eux, sous un gouvernement de «gauche».

Mais revenons au plan de la bourgeoisie. Il ne s'agissait pas pour elle de liquider un quelconque «service public», mais bien de réorganiser le système audio-visuel, le rentabiliser, en donnant d'autres formes, plus sournoises, au contrôle de l'État, et en donnant l'illusion d'un changement, par exemple, dans les débats.

Krivine et empêchée par l'irruption de fascistes. Raté, parce que de tels faits nuisent à l'image «ouverte» que l'on veut se donner.

Le débat sur les accidents du travail ou en plus des spécialistes sont invités des protagonistes qui se placent d'emblée sur les positions du prolétariat et qui remportent des victoires sur les parties de la bourgeoisie en présence. Ce fut le cas avec l'intervention des militants du Comité de Lutte des Handicapés. Ce qui très vite provoque les réactions d'un Chotard du CNPF qui affirme : «ce débat est trop long».

Ce type d'intervention «hors programme» faisait dire à Joël Le Tac rapporteur UDR du budget radio-télé que : «les débats à la télé sont d'inutiles polémiques qui vont à l'inverse de la recherche gouvernementale de ce que l'on appelle la décripation de la vie politique».

quel type de rapport avec les masses

Ces débats ne parvenant pas toujours à effacer les violentes contradictions de classe qui sont la réalité de tous les jours, on recourt massivement aux vedettes jeunes et «moins jeunes»... (n'est-ce pas Clo-Clo) interchangeables avec lesquels elle essaye de créer des scènes montrant «l'adhésion du peuple» à ses discours (Mireille Mathieu, «plébiscitée» dans une cour de HLM, par les habitants qui envoient des petits papiers blancs comme autant de bulletins de vote). Ces

vedettes sont également utilisées dans le cadre de la politique politicienne : accolades préfectorales, promenade avec le chien du Président. «Mon ami Claude François, dira Giscard. «Giscard à la barre» diront les Bécaud, les Johnny et consorts... On rappellera à l'occasion que les préfets sont aussi des «poètes» comme Amade.

On nous parlera «en direct des pouvoirs publics», chaque ministre exprimant sa politique, pour tenter d'associer les travailleurs au bon fonctionnement de ces institutions que sont les ministères, parlement, municipalités ; de leur rendre familier un appareil d'Etat qui leur est fondamentalement hostile, qui les opprime. Car la réalité, c'est l'intervention croissante, répressive, de toutes ces institutions dans tous les aspects de la vie des travailleurs.

Alors, assez de balivernes, assez d'hypocrisie ! La télévision n'est pas plus «indépendante» qu'avant.

Avant, nous avions une télévision où la manipulation était trop visible, une télévision pas assez rentable. Aujourd'hui, cela a changé. Et les multiples contradictions que ce petit changement a suffi à révéler sont un signe de plus de la crise profonde (y compris au niveau de ce moyen de pouvoir qu'est la télévision) que connaît notre société.

Ce texte produit grâce au travail engagé par les camarades de Cinéthiques est l'amorce d'une série d'articles sur les appareils idéologiques d'Etat.

Tobias ENGEL



Centre National du Cinéma» (cf. texte cinématique 19/20).

service public ou instrument de la bourgeoisie

Toutes ces activités sont principalement financées à l'aide de la redevance extorquée par l'Etat aux téléspectateurs. Par ailleurs, cette réforme était pensée de manière à ce que la «gauche» ne puisse profiter de l'ORTF

leurs, les faux communistes du P«C»F se plaignent de ne pas pouvoir s'exprimer, mais pas du fait que les travailleurs ne puissent le faire ! Et aujourd'hui comme hier, ils marquent de leur empreinte maintes émissions à caractère social, le plus souvent tournées vers le passé lointain (Vidoc) ou sur des émissions plus récentes (feuilleton sur la résistance, ou le film sur le chômage dont nous avons parlé hier). Les révisionnistes en bons bourgeois s'approprient les idées justes des masses pour les travestir et les trahir. Ce qui laisse présager des films qui

les débats

Dans ces débats, on n'hésite plus à aborder un éventail de sujets bien plus large. Cela a donné lieu à des résultats divers :

- le débat considéré comme «réussi», où, partant d'idées justes des travailleurs, elle finit par imposer son point de vue, caractérisé par des «solutions» d'ordre technique, cela avec l'aide ou en concurrence avec la «gauche» (par exemple, l'émission sur le chômage).

Le débat raté sur l'armée, où une confrontation peu dangereuse Bourges-

livres

«LA JUNGLE» d'Upton Sinclair

« Le voilà enfin ! Le livre que nous attendions depuis tant d'années ! La case de l'Oncle Tom de l'esclavage du salariat ! L'ouvrage du camarade Sinclair. Il est écrit avec de la sueur, du sang, des gémissements et des larmes ». C'est en ces termes d'enthousiasme politique que Jack London accueillait « La Jungle », lors de sa parution en 1906.

Effectivement le livre fit l'effet d'une véritable bombe, provoquant enquête administrative et certaines mesures dans le contrôle alimentaire. 70 ans après, il vient seulement de paraître en traduction, il conserve une puissance certaine de critique impitoyable de cette « machine à tuer » qu'est le capitalisme.

L'histoire que raconte Upton Sinclair est simple et typique à la fois : c'est celle d'une famille pauvre qui vient

de Lithuanie croyant trouver travail et sécurité dans la fabuleuse Amérique ; elle n'y rencontre que misère, maladie, chômage, exploitation féroce. Ce fut le sort de centaines de milliers de familles d'émigrants venues de tous les coins d'Europe au début de ce siècle.

Avec le personnage central, Jurgis, un gaillard magnifique de santé et d'appétit de vivre, nous entrons dans le bagne des abattoirs de Chicago : parcellisation du travail, cadences infernales, danger constant, menace de chômage ; sans parler des manœuvres patronales pour sucer les forces les plus solides, les rejeter ensuite, en prendre d'autres... Les bras ne manquent pas car il y a toujours des milliers de travailleurs qui attendent de l'embauche devant les abattoirs ou les autres usines de la ville.

Un monde de corruption effroyable. Tout se vend : la viande avariée ou contaminée, le vote au moment des élections, l'influence des syndicats.

Autour des magnats de la viande pullulent des parasites de tout acabit qui s'enrichissent de la naïveté, de l'ignorance, de la misère de ces milliers de travailleurs étrangers.

Upton Sinclair qui avant d'écrire son livre a mené une enquête très minutieuse sur les lieux de travail, dans les quartiers-taudis de Chicago, dénonce avec beaucoup de vigueur toutes les exactions criminelles du capitalisme. Il est bien l'artiste dont parle Norman Béthune, celui qui « a pour fonction de troubler, d'éveiller les dormeurs, d'ébranler la complaisance du monde ».

Ce que l'on pourrait toutefois lui reprocher, c'est de présenter avant tout un constat accablant de l'exploitation, sans mettre suffisamment en relief la volonté de lutte des travailleurs. Certes, à la fin du second tome, Jurgis, le héros, reprend confiance lorsque par hasard il découvre dans un meeting le monde des militants socialistes et le livre se termine sur un gain de voix socialistes aux élections. Mais cela reste vu de l'extérieur, sans qu'on assiste vraiment à la prise de conscience du personnage ; c'est un peu le miracle in extrémis.

Ainsi, « La Jungle » reste un livre durement dénonciateur d'une exploitation éhontée et de tous les mécanismes sournois qui permettent au patronat un profit toujours plus grand, et pour cela, c'est un livre intéressant à connaître.

Paule SACONNET.

en bref

Fleury (Saint-Chamond)

Trois jours de grève à l'usine de tissage Fleury de Saint-Chamond, où les travailleurs par leur lutte obtiennent la réintégration d'une ouvrière licenciée et le paiement des heures de grève.

les patrons à la chasse de l'absentéisme

On connaissait déjà les médecins patronaux - type Sécurex - qui traquent les ouvriers en congé maladie. Voilà que les patrons lancent maintenant des enquêtes pour connaître les raisons de l'absentéisme. C'est le cas de Creusot-Loire. Ils n'avaient pas besoin de faire une enquête pour «découvrir» que près de 90 % des absences viennent de la maladie et des accidents du travail : tous les ouvriers usés et mutilés par l'usine le savent.

Mais les conclusions tirées par la direction indiquent le type de chantage odieux qu'osent faire les exploitateurs sur ce sujet : Creusot-Loire se plaint en effet du «coût qui alourdit nos prix de revient et nous affaiblissent vis-à-vis de la concurrence». Il faudrait, à son goût, que «le personnel prenne conscience de ce coût». On croit rêver. Comme si le coût essentiel, permanent, irréversible n'était pas inscrit dans la chair, dans l'impossibilité pour l'ouvrier d'avoir la santé en régime capitaliste !

L'indemnisation des chômeurs

cas particuliers : les jeunes n'ayant jamais travaillé

Lorsque l'on sait que près de la moitié des demandeurs d'emploi ont moins de 25 ans, on se demande ce que le cas des jeunes peut avoir de spécial.

Devant la montée du chômage qui touche encore plus durement les jeunes à la recherche d'un premier emploi l'état et le patronat sous la pression des syndicats ont mis au point certaines allocations.

Cela ne coûte d'ailleurs pas bien cher à l'Etat. En effet, combien de jeunes sont au courant de cette «aide» et s'inscrivent à l'Agence ?

Là aussi on retrouve les deux formes d'allocations : Aide Publique, ASSEDIC.

1/ L'AIDE PUBLIQUE

A - Jeunes âgés de 16 ans au moins, n'exerçant aucune activité salariée ou autre, inscrits à l'ALE comme demandeur d'emploi depuis plus de 3 mois, ayant obtenu depuis moins d'un an un diplôme de l'Enseignement Supérieur ou Technologique. La dernière condition très restrictive élimine les parais, les peu doués de l'Education Nationale.

B - Jeune âgés de 16 ans au moins, inscrits depuis 6 mois comme demandeurs d'emploi, ayant obtenu depuis moins d'un an le bac, ou effectué un cycle complet de l'enseignement technologique ou effectué un stage agréé de formation professionnelle.

Le délai d'un an exigé (en ce qui concerne la date d'obtention des diplômes) raccourcit donc singulièrement la durée d'indemnisation, quand même rallongée de la durée du service militaire.

Les allocations d'aide publique sont aussi quelques fois accordées sur avis de la Direction Départementale du Travail à des jeunes de 16 à



25 ans n'ayant jamais travaillé, ne remplissant pas les conditions ci-dessus mais «justifiant apporter à la famille une aide indispensable au soutien de celle-ci».

A noter que les jeunes n'ayant pas la qualité de chef de famille et vivant chez leurs parents ne touchent, s'ils remplissent les conditions ci-dessus que 4 F 80 par jour...

2/ LES ALLOCATIONS ASSEDIC - TAUX-

1er cas : les jeunes n'ayant jamais travaillé et remplissant les conditions ci-dessus touchent l'allocation minimum Assedic qui est à l'heure actuelle de 21 Frs par jour.

2ème cas : les jeunes sortant du service «national».

Les jeunes sortant de l'école. (technique).

A - FIN DE SERVICE NATIONAL.

Les personnes «libérées» peuvent bénéficier des allocations spéciales au taux minimum sous réserve :
- qu'ils s'inscrivent dans les 6 mois qui suivent le terme des obligations militaires à l'Agence de l'Emploi de leur domicile,
- qu'ils soient physiquement

aptes à l'exercice d'un emploi

B - JEUNES SORTANT D'APPRENTISSAGE D'ECOLES OU DE CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE

Attention : seuls peuvent bénéficier de ces allocations mini, les jeunes sortant des centres ci-dessus, et encore, sous réserves de remplir les autres conditions suivantes.

Donc, ceux qui ont suivi une formation «générale» sont exclus. Là encore est appliquée la vieille tactique de division. Non content de séparer les «jeunes» des autres travailleurs, la bourgeoisie les divise encore en catégories.

Il faut donc à ces jeunes sortant d'une école technique, de centre de formation professionnelle ou d'apprentissage être :

- physiquement aptes à l'exercice d'un emploi,
- avoir 17 ans au moins,
- avoir terminé leurs études depuis moins d'un an,
- être inscrits depuis plus de 6 mois comme demandeur d'emploi. D'ici là peut-être, se laisseront-ils de pointer pour rien ou auront-ils trouvé du travail ce qui économisera toujours les fonds de l'Assedic.
- avoir obtenu un CAP ou un diplôme technique ou technologique ou bien encore un certificat de fin d'apprentissage ou un certificat de formation professionnelle.

Là encore les «peu doués» de l'enseignement de la bourgeoisie seront pénalisés s'ils n'ont pas accompli de façon «satisfaisante» un cycle de l'enseignement technique.

En conclusion, l'on peut constater que la réglementation concernant les «jeunes» divise ceux-ci en diverses catégories, ceux qui ont «bien» travaillé et les autres, les rejetés. De plus les conditions de délais de pointage avant de toucher quelque chose (6 mois ou 3 mois dans le meilleur des cas) ont été imposées dans l'espoir que les jeunes se découragent et acceptent n'importe quoi à n'importe quel salaire malgré les qualifications acquises à l'école.

Nous aborderons dans un prochain numéro le problème des travailleurs âgés de 60 ans et leur garantie de ressources.

feuilleton

LIEVIN LE MINEUR ACCUSE de Jean-Paul Gay et Guy Mory

Il y a tout juste 1 an, 42 mineurs étaient envoyés à la mort à la fosse 3 à Liévin. Une Commission Populaire d'Enquête allait se mettre en place. Son travail conduisit au Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars 1975 où la responsabilité des Houillères fut clairement démontrée. Jean-Paul Gay et Guy Mory ont participé à ce travail avec des mineurs de Liévin, ils ont recueilli de multiples témoignages et en ont fait un livre dont nous publions des extraits.

PLUS D'UN SIÈCLE DE LUTTES DANS LES MINES

1940-1944 : LA RÉSISTANCE

Sabotages, attentats, hostilité générale de la population : pour l'occupant nazi, les cités minières deviennent des lieux maudits. C'est le cas de Fenain, près de Bruay, où se trouve le puits Agache, et que les Allemands surnommaient «Fenain-Chicago». Fenain, où vivent de nombreux émigrés Italiens et Polonais, est réputé pour les sentiments révolutionnaires de ses habitants. Eusèbe Ferrari, fils d'émigré Italien, qui a 21 ans en 1940, entraîné dans la lutte

par le mineur communiste Fortuné Dubois, y organise la Jeunesse Communiste. Une première action des J.C. sera de planter, à la barbe de l'occupant, un immense drapeau rouge en haut du pylône électrique qui se dresse au centre de la ville, avec dessus, tracés en noir, ces mots : «Courage et confiance. Nous vaincrons». Durant toute une matinée la population s'attroupe autour du drapeau.

Une des principales armes des mineurs contre l'occupation hitlérienne sera la grève. Une des toutes premières grèves a lieu dans la concession de Dourges, en septembre 1940. Le 4 septembre, au puits Dahomey, plusieurs

mineurs sont asphyxiés, il y a 2 morts. Aussitôt la nouvelle connue, les mineurs du puits Dahomey se mettent en grève. Dans la concession de Dourges, les patrons des mines ont baptisé les puits des noms des conquêtes coloniales : Maroc, Nouméa, Tonkin... au puits Dahomey les mineurs, eux, ont baptisé une des tailles : «Moscou» pour exprimer leur confiance dans le socialisme. La grève au Dahomey gagne l'ensemble de la concession de Dourges. L'enterrement des 2 jeunes mineurs dont un est membre de la Jeunesse Communiste, donne lieu à une imposante manifestation, les cercueils disparaissent presque sous l'amoncellement de fleurs rouges. Au cimetière, malgré la présence des inspecteurs de police qui veulent l'en empêcher, un homme courageusement prend la parole devant ses camarades et leurs familles, pour dénoncer la responsabilité de la Compagnie minière. C'est Michel Brûlé, un mineur du puits Dahomey où il a commen-

cé comme Galliot, il a maintenant 26 ans, il va être l'un des principaux chefs des mouvements de grève dans les mines, sous l'occupation.

Le 21 février 1941, alors qu'il appelle les mineurs à la grève, Michel Brûlé, 44-noncé par un porcion, est arrêté par la Gestapo. Le riposte des mineurs ne se fait pas attendre. Les mineurs du puits Dahomey entrent en grève, bientôt rejoints par d'autres puits. Les nazis et la direction reculent, les mineurs obtiennent la libération de Michel et la promesse d'un meilleur ravitaillement.

MAI 41

Le 1er mai 1941 est marqué dans le bassin minier par la floraison des drapeaux rouges, parfois porteurs de la faucille et du marteau, fixés la nuit précédente sur les terrils, les paratonnerres des chevalets, les pylones à haute tension, les câbles électriques... C'est un défi à l'occupant ; chaque drapeau confectionné et fixé

à l'endroit prévu, soigneusement repéré à l'avance, est un acte d'héroïsme, tant les risques sont grands. Plusieurs jeunes seront ainsi arrêtés par une patrouille, à Liévin, rue François Courtin, la rue qui monte vers le puits 3 de Lens.

Le succès des actions du 1er mai, réussies avec l'appui des populations des cités minières est un encouragement au déclenchement d'une action de grande envergure. Telle est la conclusion tirée quelques jours plus tard à Liévin, dans un café de la rue Victor Hugo, fermé depuis 1939 parce qu'il servait de siège au PCF. A cette réunion à laquelle participent, entre autres Julien Hapiot et Dubois, la décision de déclencher une grève générale dans tout le bassin avant la fin du mois, est envisagée, la décision sera arrêtée avec la direction nationale et locale du PCF.

(à suivre)

programme

SAMEDI 10 JANVIER

TF 1

- 14 h 35 - SAMEDI EST A VOUS (Guy Lux)
- 15 h 05 - TOURNOI DES 5 NATIONS Rugby Ecosse - France
- 18 h 50 - MAGAZINE AUTO-MOTO
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - NUMÉRO UN : MARCELAMONT
- 21 h 30 - SHAFT
- 22 h 40 - L'OEIL EN COULISSES Magazine du théâtre.
- 23 h 40 - JOURNAL et fin

A 2

- 14 h 55 - RUGBY : Tournoi des 5 nations - ECOSSEFRANCE
- 16 h 45 - SKI COURSE DU LAUBERHORN
- 17 h 00 - Brésiliens d'Afrique - Africains du Brésil.
- 19 h 20 - ACTUALITÉS RÉGIONALES
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - SPLENDEURS ET MISÈRES DES COURTISANES
- 22 h 05 - DIX DE DER
- 23 h 25 - JOURNAL et fin

FR 3

- 19 h 55 - Flash JOURNAL
- 20 h 00 - FESTIVAL DU Court Métrage
- 20 h 30 - LES PEUPLIERS de la prêtantaine feuilleton.
- 21 h 25 - ERREURS JUDICIAIRES.
- 21 h 50 - JOURNAL et fin

DIMANCHE 11 JANVIER

TF1

- 13 h 20 - LE PETIT RAPPORTEUR
- 14 h 50 - VARIETES
- 15 h 00 - CINE - HIT
- 15 h 45 - Rugby France-Hollande
- 17 h 30 - LA MARQUE DE ZORRO, film TV américain
- 18 h 45 - NANS, LE BERGER, film en quinze épisodes
- 19 h 45 - JOURNAL
- 20 h 30 - LES HEROS DE TELEMAR film américain d'Anthony Mann (1965) en version française
- 22 h 35 - LA FIN DE L'OCCIDENT ? avec J. ELLUL
- 23 h 25 - JOURNAL et fin

A2

- 12 h 30 - JOURNAL
- 14 h 00 - LE VOLEUR DE BAGDAD film anglais
- 16 h 25 - LES ROBINSON SUISSES, film TV américain
- 17 h 45 - MONSIEUR CINEMA, jeu
- 20 h 00 - JOURNAL
- 20 h 30 - SYSTEME 2
- 21 h 40 - SCHULMEIS - TER, L'ESPION DEL'EMPE - REUR, série d'aventures historico-policières
- 22 h 35 - Pierre JUQUIN
- 23 h 10 - JOURNAL et fin

FR3

- 19 h 00 - Claude AUTAN LARA
- 19 h 55 - FLASH JOURNAL
- 20 h 05 - N°5 : Les comédies
- 20 h 30 - LA SOLITUDE DU CHANTEUR DEFOND, film de C. Marker
- 21 h 30 - LE MASQUE ET LA PLUME, cinéma
- 22 h 30 - JOURNAL et fin

SAHARA OCCIDENTAL

Suite de la une



SUITE DE LA UNE

En portant le combat contre les positions mauritaniennes, le Front conduit à l'affaiblissement de la coalition tripartite en la frappant très fort là où elle est la plus faible : la Mauritanie. Dans l'armée et dans le peuple mauritanien, la politique de Ould Daddah est de plus en plus rejetée car si les officiers mauritaniens d'origines sahraoui ont rejoint le Front au début du mois de janvier, une centaine de femmes et d'enfants campent devant la caserne de Nevadhibou et Nouakchott après l'annonce de 415 morts au combat de la Guerre en décembre dernier et l'annonce qu'un grand nombre de cadavres avaient été transportés par avion et jetés à la mer au Sud de Nouakchott. Ils exigent de recevoir des nouvelles de leurs parents enrôlés dans l'armée.

Par ailleurs, on annonce la mort de l'adjoint au

gouverneur militaire de Zoqurat, le capitaine Souidou oud Lamide au cours d'une attaque contre un convoi militaire dans la région de Birkloghrein. Les équipes de secours du Front Polisario ont recueilli dans le désert des femmes et des hommes sahraouis vivant en Mauritanie qui avait eu les mains brisées a coup de crosse afin qu'elles ne puissent tenir un fusil.

Des témoins dont certains sont des militaires qui ont rejoint le Front rapportent que les troupes mauritaniennes ont tué de nombreux sahraouis maintenus de force à côté des postes militaires mauritaniens. A la suite de l'attaque du poste par le Polisario des camions ont emmenés ensuite un grand nombre d'entre eux vers des camps à l'intérieur du territoire mauritanien. Les femmes et les enfants ont été complètement dévêtus avant d'être roués de coups et abandonnés dans le désert.

Un jeune français nous a fait parvenir ce témoignage sur la visite qu'il a effectuée dans une école du 7 mai lors de son séjour en République Populaire de Chine.

Dans son rapport au X^e Congrès du Parti Communiste Chinois, le camarade Chou En Lai exalta la victoire remportée sur Lin Piao et sa ligne révisionniste. Entre autres calomnies répandues par Lin Piao sur la révolution culturelle, ses acquis, figurait l'attaque contre les écoles de cadres « du 7 mai ». Un de nos lecteurs, qui avait récemment visité une de ces institutions, nous a adressé le récit suivant.

L'école de cadres du 7 mai de l'arrondissement Est de la municipalité de Pékin ressemble plus à une ferme d'État qu'à un village traditionnel chinois : des bâtiments rectilignes, de l'espace, des arbres en ligne droite... tout est propre et bien ordonné. Cette école représente un modèle type de ce genre d'établissement. Mais qu'est-ce donc au juste qu'une école de cadres du 7 mai ?

Au cours de la Révolution Culturelle, le président Mao a lancé la directive suivante : « Aller au travail manuel à la base est une excellente occa-

sion pour les cadres d'apprendre à nouveau ». (1). Le Parti et l'État ont donc dès la fin 1968 matérialisé cet appel. Les premiers groupes de cadres ont construit, avec l'aide financière de l'État, ces établissements, ces « écoles ». Car il s'agit bien d'écoles où viennent des « étudiants ». Ces étudiants, les cadres, ont dans la vie courante des responsabilités politiques, administratives, économiques ou autres. Dans l'école visitée, il y avait des professeurs, une directrice d'école, une responsable de la vente des produits pharmaceutiques, des cadres du commerce, un président du Comité Révolutionnaire, un responsable de quartier...

5 200 ÉTUDIANTS SONT DÉJÀ PASSÉS DANS CETTE ÉCOLE DEPUIS 1968

320 étudiants, dont l'âge varie de 20 à 52 ans, logent dans des dortoirs bien entretenus. Ils ne manquent de rien ; il y a même une grande salle de spectacle.

dans toute l'Espagne les luttes se poursuivent

MÉTRO : LA GRÈVE CONTINUE

Le 7 janvier, à 18 h 30, environ 3 000 travailleurs ont essayé de tenir une assemblée à l'église de Notre-Dame-de-Aluche, ils ont été expulsés par la police, cependant, ils ont eu le temps de reconvoquer cette réunion le lendemain devant le syndicat des transports. La ligne 3 du métro est ouverte depuis hier 7 et ce sont toujours les militaires, fusil sur l'épaule, qui conduisent les trains. La Garde Civile surveille sur les quais de station et la police Grise veille à l'extérieur à chaque bouche de métro pour éviter que « des piquets d'appui à la grève » aillent dans les stations où la circulation est rétablie.

Dans de nombreuses rues de Madrid, les travailleurs ont distribué des tracts informant le peuple madrilène sur le motif et les raisons de leur lutte et invitant les gens à soutenir la grève. Dans les quartiers ouvriers de Vallecas et Palomeras, une manifestation d'environ mille personnes a eu lieu, elle a été dissoute par la police qui a retiré les pièces d'identité à trois représentants des associations. Dans ces quartiers, existent des « coordinatrices

populaires » formées par des représentants des commissions ouvrières, des commissions de quartier, d'enseignants, de professionnels, et des chrétiens anti-fascistes et qui mènent un rôle très

drid, au centre de Tolède, de Valence, de Val-de-Moro, de Barajas.

Hier, au Getafe, grève totale dans toutes les usines de la zone : Kelvintor, Wacío, Electro-Méca-

de plus de 3 000 travailleurs des banques à cause de la convention collective, ils ont été dispersés avec des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc.

Ils ont créé un Comité national de grève qui essaie de convoquer une réunion nationale des travailleurs de la banque pour aujourd'hui. Dans ce Comité, seront représentées toutes les organisations de base qui existent dans ce domaine de la banque.

Aux Asturies, à Oviédo et Ensidesa, dans la sidérurgie contrôlée par le INI (Institut National de l'Industrie), les équipes ont débrayé ; seul fonctionnent les services d'entretien.

A Valence, il y a eu une manifestation des travailleurs des chantiers navals jusqu'à la mairie d'un arrondissement, Quart-de-Poblet.

ANDALOUSIE

Cadix, Jerez de la Frontera, des centaines d'ouvriers agricoles en chômage ont manifesté devant la mairie en demandant de l'emploi car ils sont en chômage depuis deux mois.



important au moment des mobilisations populaires.

nique, Casa, Uralita, John Deere, Intelesa, Siemens, d'autres encore...

MÉTALLURGIE

Le 8, au centre de Ramirez-de-Prado, la direction a décidé le lock-out de 4 500 travailleurs.

3 000 travailleurs s'enfermèrent dans trois églises, ils se sont faits expulser de l'une d'elle mais deux églises étaient toujours occupées hier.

BANQUE

Dans les autres centres de la métallurgie, il continue à y avoir des arrêts de travail et d'autres actions même en dehors de Ma-

Il y a eu le 8 une manifestation, place de la Cibales, au cœur de Madrid.

dans une école de cadres du 7 mai

L'infirmerie est suffisante pour les besoins de l'établissement. L'école s'occupe de 20 hectares de terres, champs, vergers et potagers... et d'élevage ainsi que d'autres activités subsidiaires. Sur ces 320 personnes, une centaine sont permanentes ; elles s'occupent de la continuité du fonctionnement de l'école, notamment à l'arrivée et au départ de chaque contingent.

Les tâches des étudiants sont de deux ordres. Tout d'abord étudier le Marxisme-Léninisme et la pensée de Mao Tsé Toung et ensuite participer au travail productif.

Le travail productif vise à resserrer les liens avec les masses. Par la pratique du travail manuel, les cadres peuvent mieux comprendre les problèmes des masses, mieux comprendre le rythme de la vie à la campagne (semailles, labours...). Cette participation à la vie des champs permet aux cadres de refondre leur idéologie et la rendre plus prolétarienne.

L'école des cadres du 7 Mai doit bien sûr assurer son propre ravitaillement, la production annuelle de céréales, par exemple, est en moyenne de 350 kg par personne, et ce qui est excédentaire est livré à l'État. Les étudiants vont également souvent travailler dans les communes populaires directement avec les paysans auxquels d'ailleurs, ils font souvent appel pour résoudre de nombreux problèmes techniques ou politiques.

Durant leur séjour à l'école, les cadres continuent à percevoir leur salaire. En plus de l'étude politique et de la participation au travail productif, ils ont un entraînement physique et militaire régulier. Ils peuvent toutes les deux semaines rentrer trois jours dans leur famille.

Les distractions ne sont pas bannies de l'école : outre la pratique d'un sport (le plus souvent le basket ball), les étudiants ont à leur disposition une grande salle de

spectacle où ils montent eux-mêmes les numéros.

Les membres du Parti Communiste représentent environ 60 % des effectifs de cette école. Ils ont en général dans la vie courante des postes de responsabilité et ne sont ni ouvrier ni paysan (2).

Les étudiants sont organisés par groupe et chaque groupe a sa propre cellule du Parti.

Les communistes sont les premiers à stigmatiser la conception que Lin Piao avait des écoles de cadres du 7 Mai. Celui-ci estimait en effet qu'elles représentaient un chômage camouflé. Il disait également que l'on forçait les cadres à y aller. Ce qui est, bien sûr, totalement faux. Tous les gens qui sont là sont des volontaires. Certains ont attendu plusieurs années avant de pouvoir venir...

Actuellement, l'école, comme d'ailleurs toute la Chine, porte une grande attention au mouvement « pour

que l'agriculture suive l'exemple de Tatchaï ». Elle s'est d'ailleurs, au niveau de la gestion, assimilée à une commune populaire et fait de gros efforts dans la voie de la mécanisation (l'école possède déjà une dizaine de tracteurs). Ainsi les écoles de cadres du 7 Mai représentent une de ces « nouvelles choses socialistes » issues de la Révolution Culturelle. Elles permettent aux cadres de se retremper dans la pratique de la Révolution et de la Production et de raffermir leur idéal révolutionnaire. Elles sont l'un des nouveaux outils que s'est donné le peuple chinois pour combattre et prévenir le révisionnisme.

(1) Cette directive, qui a été publiée par le Quotidien du Peuple en octobre 68, reprenait une citation de Mao Tsé Toung datant du 7 mai 68, d'où le nom d'école des cadres du 7 Mai.

(2) Les membres du PCC qui sont ouvriers ou paysans ne vont pas dans les écoles du 7 Mai.